

**IL Y A 70 ANS,
CREATION DE L'ONU
(Conférence de San Francisco
25 avril-26 juin 1945)**

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDE DANS LA CLANDESTINITE EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1291-1292-1293- Avril-Mai-Juin 2015

7 MAI 1945 A REIMS, 8 MAI 1945 A BERLIN : L'ALLEMAGNE NAZIE CAPITULE...



A gauche, la reddition allemande à Reims ; au centre, Keitel va signer la capitulation à Berlin, que contresigne pour la France le général de Lattre de Tassigny. A droite, en France, à l'annonce de la Victoire...

Le premier semestre de l'année 1945 aura vu, avant l'écroulement final du Reich hitlérien, se dérouler en Europe les dernières grandes batailles contre l'armée nazie et ses derniers alliés : dès janvier dans les Ardennes belges, où la Wehrmacht a été stoppée dans sa contre-offensive avant d'être repoussée en deçà des frontières du Reich, en Alsace et en Lorraine, que les troupes allemandes doivent évacuer totalement avant que les troupes américaines et françaises de la 1^{re} Armée de de Lattre ne les poursuivent en Allemagne jusqu'au Rhin, atteint le 14 février, en Pologne où l'Armée rouge libère Varsovie le 22 janvier avant d'atteindre l'Oder le 23 janvier. A l'Est, où Auschwitz est libéré le 27 janvier, et à l'Ouest, les Alliés vont découvrir l'horreur des camps nazis. Dès lors le repli allemand va se généraliser : en Hongrie, Budapest est prise par les Soviétiques le 13 février après 50 jours de combat, le 6 mars Cologne est prise par les Alliés qui franchissent le Rhin à Remagen le 7 mars, le 29 mars, les troupes soviétiques entrent en Autriche et à Vienne le 16 avril, le 14 avril précédent, les Pays-Bas ont été libérés, le 19 avril, après avoir franchi l'Oder, les Soviétiques sont entrés dans Berlin, le 21 avril les Français ont pris Stuttgart, le 28 avril, en Italie, Mussolini a été fusillé par des partisans.

Le 30 avril, Hitler, qui a désigné comme successeur l'Amiral Doenitz, se suicide

dans son Bunker berlinois, imité le lendemain par Goebbels. Le 2 mai, la capitale du Reich est complètement prise par les forces soviétiques du maréchal Koniev.

En mai, alors que s'achève parallèlement la libération des camps de concentration, les redditions allemandes se multiplient, le 2 mai en Italie du Nord, le 4 mai en Allemagne du Nord aux mains des Britanniques du Maréchal Montgomery...

Le 7 juin 1945, à Reims, le Haut-commandement allemand, représenté par le général Jodl, signait à Reims à 2h41 l'acte de reddition militaire de l'Allemagne devant les généraux Bedell-Smith, pour le Haut-Commandement allié, Sousloparov, pour le Haut-Commandement soviétique et Sevez, pour la France

Dans la nuit du 8 au 9 mai, au quartier général du Maréchal soviétique Joukov, à Berlin, le feldmarshall Keitel, au nom du Haut-Commandement allemand, accompagné de l'amiral Von Friedeburg pour la Kriegsmarine et du général Stumpf pour la Luftwaffe, signait l'acte final de capitulation de l'Allemagne nazie, devant Joukov, le maréchal britannique Tedder pour le commandement suprême allié, avec pour témoins signataires les généraux de Lattre de Tassigny (France) et Spaatz (USA)

La Deuxième Guerre mondiale était terminée en Europe, elle se poursuivait en Asie orientale et dans le Pacifique (voir notre dossier).

12^e STAGE NATIONAL DE L'ANACR



Du 8 au 10 mai 2015 s'est déroulé à Saint-Denis le stage national de formation de l'ANACR (voir page 20).

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Journée Nationale de la Résistance
- P. 3 : Editorial
- P. 4 et 5 : Le Concours National de la Résistance et de la Déportation
- P. 6 à 19 : **Dossier : collaborations et Résistances en Asie**
- P. 6-7 : Le militarisme-fascisme japonais
- P. 8-9 : La Corée, le Mandchoukouo
- P. 10-11 : Malaisie, Thaïlande
- P. 12-13 : Birmanie, Inde
- P. 14-15 : Philippines, Indes néerlandaises
- P. 16-17 : En Indochine
- P. 18 : Hong-Kong, Taïwan
- P. 19 : Le Tribunal de Tokyo
- P. 20 : Le Stage National
- P. 21-22 : Nos deuils
- P. 23 : Avis de recherche
- P. 24 : Les livres

JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE

Pour la seconde année consécutive, la Journée Nationale de la Résistance a été célébrée le 27 mai dans la quasi-totalité des départements, le plus souvent avec la participation des autorités de l'Etat. Nous évoquons ci-dessous cette commémoration dans quelques départements. Dans nos deux prochaines éditions, nous l'évoquerons dans plusieurs autres.



Paris, devant les Stèles Jean-Moulin



La cérémonie du Panthéon



Le ravivage de la Flamme



A Ajaccio, le Préfet, le 27 mai...

PARIS

C'est à 17 heures que commença la cérémonie d'entrée au Panthéon de quatre grandes figures de la Résistance, Geneviève Anthonioz-de Gaulle, Pierre Brossolette, Germaine Tillion et Jean Zay, cérémonie marquée par un émouvant discours d'hommage prononcé par Monsieur François Hollande, Président de la République. Parmi les personnalités présentes, Louis Cortot, Compagnon de la Libération, et Cécile Rol-Tanguy, tous deux Présidents de l'ANACR.

L'après-midi, à 17 heures à l'esplanade située devant le Théâtre Marigny, au bas des Champs-Élysées, Jacques Vistel, pour la Fondation de la Résistance et Jacques Varin, pour l'ANACR, ont déposé chacun une gerbe devant les stèles à la mémoire de de Jean Moulin

A 18 h 30, la Fondation de la Résistance, conduite par Jacques Vistel, Président, a procédé au ravivage de la Flamme sur la Tombe du Soldat inconnu. L'ANACR était représentée par Jacques Varin, secrétaire général, et par Christiane Tardif, membre du Bureau National.

Depuis le matin, la Journée Nationale de la Résistance était commémorée à la mairie du 14^e arrondissement par un collectif de 63 associations rassemblées dans le Comité Parisien de la Libération, organisateur de ce forum associatif dans lequel le Comité départemental parisien de l'ANACR était présent par un stand animé notamment par Jean-Louis Cortot, secrétaire général, et Marguerite Fadeau-Nowak, membre du secrétariat, tous deux membres du Conseil National. Un hommage fut rendu au poète Robert Desnos.

Dans le 12^e arrondissement, Jacques Weiller, vice-président national de l'ANACR et co-président du Comité départemental de Paris, a lu le message national devant le monument aux Morts en présence des représentants de la municipalité et des Associations patriotiques de l'arrondissement.

PYRÉNÉES-ORIENTALES

PERPIGNAN. La Journée Nationale de la Résistance a été marquée, ce 27 mai 2015, par un hommage rendu à 11h30 dans le Hall de la DDTM à Gilbert Brutus (Mouvements Unis de la Résistance, M.U.R) et à Louis Espare (du Service de Renseignement Air), «Morts pour la France»; ainsi qu'à tous les employés des Ponts & Chaussées résistants. A 12h30, «Salle Bolero», rue des Eaux Vives, fut évoquée la création de la Sécurité Sociale en 1945 par Ambroise Croizat, ancien Résistant et ministre du Travail. Le 28 mai, Georges Sentis, docteur en Histoire et président départemental de l'ANACR, évoqua à l'Espace Chefdebien l'histoire de la CGT, de 1938 à 1945, notamment l'expulsion des ex-unitaires à l'automne 1939, l'approbation de la Charte du travail pétainiste par un courant rallié à Vichy, la réunification syndicale des deux courants Résistants ex-confédérés et ex-unitaires par les accords du Perreux de 1943 et l'appel à la grève insurrectionnelle de 1944.

ELNE. Inauguration à la gare, le 27 mai à 17 heures, de la plaque dédiée par l'ANACR, l'ANCAC et le Souvenir Français à la mémoire du cheminot Joseph Planes, fusillé par les Allemands avec son camarade de travail Pierre Baco, pour leur activité au sein d'une filière d'évasion des Forces Françaises Combattantes de l'Intérieur. Ce même 27 mai, à 18 heures au rond-point du 27 mai, eut lieu une cérémonie commémorative de la création du CNR.

VAR

SIX-FOURS. La Journée Nationale de la Résistance a été célébrée cette année pour la première fois et a commencé par un dépôt de gerbes devant le monument aux Morts : une première a été déposée au nom du Conseil municipal par Dominique Ducasse et Thierry Mas Saint-Guiral, une seconde, au nom de l'ANACR, par Charles Boyer de la Giroday, président du comité de Six-Fours et Jeanne Vaisse, présidente de l'ANACR de La Seyne-sur-

Mer. Thierry Mas Saint-Guiral donna ensuite lecture du message de Jean-Marc Todeschini, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Défense, chargé des anciens combattants et de la mémoire.

CALVADOS

CAEN. M. Jean Charbonniaud, Préfet de la Région Basse-Normandie, Préfet du Calvados, a présidé le 27 mai à 11 heures, en présence de M. Joël Bruneau, maire de Caen, et des représentants du monde combattant, une cérémonie au Monument de la Déportation, place de la Résistance. **COLOMBELLES :** à midi, M. Marc Pottier, maire de la cité, a rendu rue Pierre-Brossolette, en présence de M. André Forgeard, président de l'amicale des Français Libres du Calvados, et de M. Franck Leconte, directeur départemental de l'ONAC, représentant M. le Préfet, un hommage à Pierre Brossolette.

CORSE

AJACCIO. Présidée par le Préfet de Corse, Préfet de Corse-du-Sud, M. Christophe Mirmand, la commémoration de la Journée nationale de la Résistance, organisée par M. Jacques Vergellati, directeur départemental de Corse-du-Sud de l'ONAC s'est déroulée à partir de 18h30, Place du Diamant, autour du monument aux Morts, où les porte-drapeaux, les délégations d'associations d'anciens combattants, les autorités civiles et militaires ont accueilli le Préfet de Corse, accompagné de Pierre-Jean Lucciani, Président du Conseil départemental, Laurent Marcangeli député-maire d'Ajaccio, Marcel Francisci, du lieutenant-colonel Fassy, adjoint au délégué militaire départemental de Corse-du-Sud.

La lettre de Charles Bonafedi, écrite à ses parents le 25 août 1944, a été lue par Eléonore Jacques, élève de 1^{re} au lycée Fesch, et lauréate dans la catégorie lycée du premier prix individuel départemental du CNRD 2015. Puis, après l'intervention d'Andrée Vesperini, vice-présidente de l'ANACR 2A, le Préfet Mirmand lut le message de Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Défense chargé des Anciens combattants et de la Mémoire. Après le dépôt de gerbe fut respectée une minute de silence, puis furent interprétées la *Marseillaise* et le *Chant des partisans* par Antoine Ciosi.

Auparavant, à 16 heures, avait eu lieu à la Préfecture de Région, à Ajaccio, la remise des prix du Concours National de la Résistance et de la Déportation des lycées et des collèges, ainsi que la remise de la Légion d'honneur au résistant Bastien Colombani.

SEINE-ET-MARNE

MELUN. M. Jean-Luc Marx, préfet de Seine-et-Marne, a présidé la cérémonie de la Journée Nationale de la Résistance. Une assemblée nombreuse est venue assister à cette cérémonie et écouter le discours national des Anciens combattants de la Résistance, lu par M. Maurice Alinc, vice-président du Comité d'entente des Anciens combattants de Melun-Val-de-Seine. Puis le préfet de Seine-et-Marne a lu le message de M. Jean-Marc Todeschini, Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Défense, chargé des Anciens combattants et de la Mémoire.

Les élèves des collèges La Mare-aux-Champs de Vaux-le-Pénil, Rosa-Bonheur du Châtelet-en-Brie, Pierre-Brossolette et Les Capucins de Melun, ont lu la lettre de Guy Môquet, le poème d'Aragon «Strophes pour se souvenir» et chanté *a cappella* le Chant des Partisans. Gérard Millet, maire de Melun, Denis Jullemier, conseiller départemental du canton de Melun et Louis Vogel, Président de la Communauté d'Agglomération Melun-Val-de-Seine, ont tour à tour déposé une gerbe de fleurs aux pieds du monument aux Morts.

IL Y A 70 ANS : L'ESPOIR D'UN MONDE EN PAIX...

L'Année 1945 fut encore terrible de par les millions de victimes qui vinrent jusqu'au début septembre s'ajouter aux dizaines de millions des cinq années précédentes, du fait des opérations de guerre mais aussi des politiques génocidaires contre des populations civiles, qu'elles prennent la forme du racisme exacerbé dont la Shoah fut en Europe la manifestation la plus barbare, celle de famines programmées, celle de massacres de masse ou celle de bombardements délibérés sur elles afin d'annihiler tout esprit de Résistance.

L'année 1945 fut celle durant laquelle les armes employées lors du conflit en cours et de ceux l'ayant précédé, qui jusque-là n'avaient fait «que» croître en puissance et efficacité destructrice, vont connaître un bond «qualitatif», si l'on peut dire, et changer de nature. A Hiroshima puis Nagasaki.

Désormais, les deux villes martyres japonaises qui, les 6 et 9 août 1945, subirent pour la première fois au monde le feu nucléaire en sont le tragique exemple, la destruction de tout un pays et l'extermination de tout un peuple, en quelques secondes, deviennent possibles. Et en ces quelques secondes d'août 1945, de 90 000 à 140 000 personnes à Hiroshima et de 60 000 personnes à 80 000 personnes à Nagasaki perdirent la vie... Et il y eut les dizaines de milliers de blessés et d'irradiés.

Mais, l'année 1945, celle de la victoire sur le nazisme et le militaro-fascisme, a été aussi celle de l'espoir d'un monde nouveau et en paix. L'espoir d'un monde nouveau, les Résistants l'avaient exprimé dès mars 1944 par le Programme du CNR, dessinant par ses propositions les contours d'une «République nouvelle», démocratique et solidaire, qu'amorçait depuis l'automne 1944 sa mise en œuvre par le Gouvernement de la France Libérée.

L'espoir d'un monde en paix présida à la signature, le 26 juin 1945 à l'issue de la Conférence de San Francisco réunissant 50 pays, dont les principaux artisans de la Victoire sur les fascismes, Etats-Unis, URSS, Royaume-Uni, France, Chine, de la «Charte des Nations-Unies» créant l'ONU. Il avait été exprimé en pleine guerre, dès le 14 août 1941, par la «Charte de l'Atlantique», signée par Roosevelt et Churchill et affirmant qu'ils «ne désirent voir aucune modification territoriale qui ne soit en accord avec les vœux librement exprimés des peuples intéressés... qu'ils respectent le droit qu'a chaque peuple de choisir la forme de gouvernement sous laquelle il doit vivre... qu'ils espèrent voir s'établir une paix qui permettra à toutes les nations de demeurer en sécurité à l'intérieur de leurs propres frontières et garantira à tous les hommes de tous les pays une existence affranchie de la crainte et du besoin...». La «Charte», signée le 26 juin 1945, entrera en vigueur le 24 octobre suivant.

Soixante-dix ans plus tard qu'en est-il de ces espoirs de 1941, de 1945 ? Force est de constater que les sept décennies écoulées ne les ont pas concrétisés. Il y eut pendant cette période les guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie, les guerres de Corée et du Vietnam, celles des Six-jours et du Kippour, du Golfe, des Malouines, les coups d'Etat fascistes de Grèce, d'Indonésie et du Chili, les interventions militaires en Hongrie, à Suez en Egypte, au Liban, en Tchécoslovaquie, à Grenade, en Afghanistan, en Afrique, les épurations ethniques de l'ex-Yougoslavie, celles du Rwanda, de Birmanie... Les conflits actuels, de l'Ukraine au Sud-Soudan, ceux qui s'éternisent au Sahara occidental et en Palestine, les intégrismes meurtriers comme celui de Daesh au Proche-Orient, qui suscitent des attentats partout dans le monde, sont une réalité d'aujourd'hui et sans doute – hélas – de demain.

Pour autant, cette triste réalité du présent disqualifie-t-elle ces espérances d'il y a 70 ans ? Sans doute pas, car quelle autre alternative à la guerre que la paix ? Certes, l'on ne saurait nier la nécessité pouvant exister, comme ce fut le cas contre le nazisme, de prendre les armes pour repousser une agression, pour défendre ou conquérir la liberté, mais aucun Etat ne peut s'arroger seul le droit d'employer la force contre un autre.

C'est pourquoi l'ONU, malgré ses insuffisances et son besoin de réformes, notamment en ce qui concerne le droit de veto que conservent seuls des Etats qui ne peuvent être présentés aujourd'hui comme des modèles, tant en matière de démocratie que de respect des règles internationales, doit être le cadre du règlement des conflits, de préférence au champ de bataille. C'était la volonté des peuples en 1945, elle reste entière en 2015. Elle est la nôtre.

Louis CORTOT
Compagnon de la Libération

DANS NOTRE AGENDA

LE 23 AOUT 2015

L'ANACR

**RAVIVERA LA FLAMME
SUR LA TOMBE DU
SOLDAT INCONNU**

Comme chaque année, le 23 août à 18 h 30, l'ANACR ravive la flamme sur la tombe du Soldat inconnu, sous l'Arc-de-triomphe, Place de l'Etoile-Charles de Gaulle, en mémoire des Résistants tombés pour la libération de la France et la liberté de son peuple, pour abattre le fascisme et le nazisme.

On se réunira à partir de 17 h 30 avec les drapeaux en haut des Champs-Élysées, à l'entrée du souterrain du musoir.

CONCOURS NATIONAL DE LA RESISTANCE ET DE LA DEPORTATION...



Le CNRD a rassemblé pour le concours 2014 plus de 35 000 élèves, de plus de 1 700 établissements. Ce 8 mai, 70^e anniversaire de la victoire en 1945 sur le nazisme, c'est à l'Élysée, sous la Présidence de Monsieur le Président de la République, que leurs prix ont été remis aux lauréats nationaux. Ils ont entendu lors de cette cérémonie un grand témoin, Louis Cortot, Compagnon de la Libération, Président de l'ANACR :

« Permettez-moi d'abord de me présenter :
Je m'appelle Louis Cortot. Je suis né près de Dijon, il y a 90 ans.

En 1940, j'avais 15 ans. En 1945, j'avais 20 ans.
J'ai participé à la Résistance intérieure dans le mouvement des Francs-Tireurs et Partisans français. J'ai été blessé à la tête durant les combats de la Libération. J'ai perdu la vision d'un œil.

J'ai été fait Compagnon de la Libération par le général de Gaulle le 11 novembre 1944.

POURQUOI ME SUIS-JE ENGAGÉ ?

« J'ai grandi en Côte-d'Or puis à Paris. Mes parents étaient artisans.

Dans ma famille et à l'école de la République, j'ai été éduqué et averti des horreurs de la guerre. Mon oncle qui était né en 1856 me parlait de la guerre de 1870. Mon père, c'était celle de 1914-1918. Et moi j'ai connu celle de 1939-45.

J'avais 14 ans quand elle a commencé, mais je savais depuis longtemps que la paix était en danger. Je savais ce que Hitler voulait. J'avais vu ce qu'il avait fait avec Mussolini en Espagne.

Je participais aussi à des mouvements de jeunesse. Pour mes parents, le Front populaire cela avait été les lois sociales. Pour moi cela a été l'Aviation Populaire, une belle aventure qui avait été inventée par les ministres Pierre Cot et Jean Zay pour que la jeunesse et les classes populaires puissent piloter. Eux aussi pensaient déjà à la guerre qui venait.

En 1940, j'ai vu la défaite. Les Allemands étaient dans mon pays et on ne les avait pas invités : c'était ce que je pensais alors.

J'ai vu aussi la création de l'Etat Français. Pour moi, la France c'était la République, les droits de l'homme, les lois qui protègent. Ce n'était pas le gouvernement de Vichy.

Dans la Région parisienne où j'étais, ce fut le temps de la faim, pour moi comme pour la majorité

des gens qui ne pouvaient pas payer les tarifs exorbitants du marché noir.

Les hivers étaient rigoureux, on avait froid dans les écoles, on gardait manteaux et gants.

Toute circulation avec des véhicules à moteur était interdite aux particuliers.

C'était l'économie de guerre et le couvre-feu.

Au début de l'année 1941, j'ai dû arrêter mes études pour aller travailler dans une usine.

C'est à ce moment-là que je suis entré dans la Résistance. Je n'avais pas 16 ans. Depuis longtemps, avec mes camarades, on cherchait quoi faire. On a fini par rejoindre un groupe qui s'appelait l'Organisation Spéciale.

Les jeunes qui sont entrés dans la Résistance au début de l'Occupation n'étaient pas nombreux.

Pour la plupart, c'étaient des jeunes qui faisaient partie comme moi de mouvements de jeunesse, étudiants, sportifs, scouts, qui s'étaient intéressés à la vie du pays et à la situation internationale (la guerre d'Espagne, le Front Populaire, Munich, la montée du nazisme). Des jeunes qui avaient été humiliés par la débâcle et par l'occupation allemande.

Il y avait aussi beaucoup de femmes et de jeunes filles. Elles furent souvent des agents de liaison formidables. Quelques-unes aussi prirent part à la lutte armée.

Elles firent preuve de courage et d'engagement, et mettaient sans cesse leur vie en péril au cours de leurs actions. Certaines Résistantes furent internées, déportées.

La contribution des femmes et des jeunes filles à la libération du territoire fut essentielle. On n'en parle pas assez.

QU'AI-JE FAIT DANS LA RESISTANCE ?

« Mes activités pendant cette période se sont passées en Région parisienne. J'ai commencé par des

petites tâches comme récupérer des armes, couper des lignes téléphoniques, distribuer des tracts.

Puis j'ai participé à des opérations de sabotage. Notre mission, c'était de désorganiser la machine de guerre de l'armée d'occupation en Ile-de-France. J'ai par exemple participé à faire dérailler un train de tanks qui venait des usines Renault.

J'ai eu beaucoup de chance pendant longtemps, car je n'ai jamais été arrêté. En 1944, je suis devenu agent de liaison entre l'état-major des Forces Françaises de l'Intérieur de Seine-et-Marne et celui de Paris, commandé par le colonel Rol.

Pour se déplacer, il n'y avait que la bicyclette mais peu de pneumatiques. Pour les cartes d'alimentation, nous faisons des commandos dans les mairies et les centres de distribution.

Des gens nous ont aidés sans que personne ne le sache. Je me souviens que dans une commune de Seine-et-Marne où nous étions intervenus, le secrétaire de mairie nous avait accueillis en nous disant : « eh bien, ce n'est pas trop tôt, depuis le temps que je vous attends ». Cet homme et son épouse étaient formidables. Ils cachaient chez eux deux enfants juifs et ils ont mis à notre disposition une chambre dans leur pavillon, que nous avons utilisée jusqu'à la Libération en août 1944.

J'ai été grièvement blessé à la fin des combats de la Libération de Paris. J'étais en route le 25 août 1944 et à Lieusaint, en Seine-et-Marne, j'ai croisé des Allemands en déroute qui m'ont tiré dessus. J'ai perdu un œil et 70 ans plus tard, j'ai toujours un éclat de métal dans la tête.

La Libération de Paris, la liesse et la fête, je ne les ai pas vues, car j'étais à l'Hôtel-Dieu en train d'être soigné.

Ensuite je me suis remis et j'ai continué la guerre. Quand j'ai été appelé en 1945 pour passer le conseil de révision, je suis arrivé en uniforme, je me battais depuis déjà quatre ans ! Ils ont préféré me laisser partir...

PENDANT LA GUERRE, JE NE PENSais PAS TROP A LA SUITE...

« Pour nous, la priorité c'était de libérer le pays. Mais on voulait tous que ce soit mieux après. Nous avons vu l'effondrement de la France, et tout ce que le Front populaire n'avait pu faire.

Nous voulions le retour de la République, et c'est aussi pour cela que les Résistants se battaient. Pour prendre en main nous-mêmes notre destin. C'était la mission des commissaires de la République. Le dernier d'entre eux était mon ami Raymond Aubrac qui est mort en 2012.

Leur rôle a été très important. Après la Libération, pendant environ 6 mois, tout était décentralisé, même les événements civils et militaires, et ce n'était pas évident de parcourir le même chemin et de maintenir les mêmes valeurs pour l'unité de notre République.

En 1945, il ne nous restait qu'une chose à faire, c'était de reconstruire, appliquer le programme du

Conseil National de la Résistance, adopté à l'unanimité le 15 mars 1944 par les organisations de Résistance, les partis politiques et les syndicats résistants.

Le sacrifice de tous ceux qui s'étaient engagés au péril de leur vie pour combattre la barbarie nazie et lutter pour la liberté, trouvait ainsi son accomplissement.

Beaucoup de progrès qui nous semblent normaux aujourd'hui viennent directement de ce programme, la sécurité sociale, les retraites, le droit du travail, l'accès à la culture... Il faut le relire car il reste une inspiration.

Maintenant je suis en retraite, je fais partie d'une association d'anciens résistants. Nous défendons les valeurs de la Résistance énoncées dans le programme du CNR, et nous veillons à la mémoire de nos camarades qui ont donné leur vie pour que nous puissions vivre dans la paix.

QU'EST-CE QUE JE RETIENS DE MON EXPERIENCE DANS LA RESISTANCE ?

« D'abord la camaraderie. Le sentiment de solidarité qui nous unissait, la confiance qu'on se faisait. C'est quelque chose que je n'ai plus jamais retrouvé avec cette intensité.

Aussi l'espérance. Nous étions dans une époque atroce, et nous avions l'espoir. Parce que nous avions un idéal.

Aujourd'hui je rencontre beaucoup de jeunes. Grâce au Concours national de la Résistance et de la Déportation, je vais leur parler de ce que j'ai vécu. Je suis frappé par le nombre d'entre eux qui doutent de l'avenir. C'est très différent de ce que nous avons connu.

Ils ont parfois du mal à comprendre comment nous vivions. Les privations, la faim, le froid. Ils se demandent aussi ce qu'ils auraient fait à notre place.

C'est peut-être ce que vous vous demandez aussi. Personne ne peut répondre à cette question.

Mais ce que je peux vous dire, c'est que vous avez une chance extraordinaire. Vous vivez une époque avec des progrès que je ne pouvais même pas imaginer lorsque j'avais votre âge.

J'ai connu une France où il y avait très peu d'automobiles, pas d'eau courante dans les logements, pas de gaz, pas d'électricité.

Mais j'avais quelque chose de bien plus précieux, de bien plus utile pour une vie : j'avais un idéal.

Réfléchissez, n'acceptez pas les injustices, agissez. Pas parce que vous êtes sûr de réussir, mais parce que c'est juste : c'est cela avoir un idéal.

Restez toujours vigilants. Intéressez-vous à ce qui se passe en France, en Europe, dans le monde. Tout vous concerne.

Défendez vos droits, mais ayez aussi conscience de vos devoirs.

Vous pouvez le faire. J'ai confiance en la jeunesse.»

LE DOSSIER: COLLABORATIONS ET RESISTANCES EN ASIE

Plus de 26 millions de morts, dont plus de 19 millions de civils, tel est le tragique bilan de la Seconde Guerre mondiale qui a impliqué et pour beaucoup ravagé en

Asie une quinzaine de pays et territoires. Un conflit très largement méconnu en Europe, et auquel la France prit part...

ROME, BERLIN ET... TOKYO



Saburo Karusu, ambassadeur du Japon à Berlin, aux côtés d'Hitler et de Ciano.

Le 27 septembre 1940, Saburo Karusu, ambassadeur du Japon à Berlin signait avec Hitler et Ciano, le gendre de Mussolini et son ministre des Affaires étrangères, un **Pacte tripartite** liant son pays à l'Allemagne et l'Italie, deux pays en guerre avec la Grande-Bretagne et qui ont à cette date occupé après une agression plusieurs pays européens.¹ Le Japon leur était déjà lié par le Pacte anti-Komintern, signé en 1936-1937 et dirigé contre l'URSS.²

Par ce Pacte tripartite, «le Japon reconnaît et respecte le leadership de l'Allemagne et de l'Italie dans l'établissement d'un ordre nouveau en Europe, l'Allemagne et l'Italie reconnaissent et respectent le leadership du Japon dans l'établissement d'un ordre nouveau en Asie orientale, le Japon, l'Allemagne et l'Italie consentent à coopérer dans leurs efforts sur les points susmentionnés. Ils s'engagent à s'assister avec tous les moyens politiques, économiques et militaires...»³

A cette date du 27 septembre 1940, le Japon a annexé la Corée depuis le début du siècle, a attaqué depuis 1931 la Chine et y a commis des crimes de masse ; comme le massacre de Nankin à partir du 17 décembre 1937 et lors duquel plus de 30 000 soldats chinois prisonniers et près de 20 000 civils furent assassinés.

Quelques jours avant la signature du Pacte Tripartite, l'armée japonaise avait, le 22 septembre 1940, attaqué les forces françaises au Tonkin avant d'imposer sa présence militaire dans toute l'Indochine.

EXPANSION A L'ERE MEIJI

Jusqu'au milieu du 19^e siècle, le Japon, *Nippon-koku* en japonais, «le Pays du soleil Levant», dont l'existence étatique sur les principales îles de l'archipel date selon la légende du 7^e siècle avant J.C, et est attestée depuis le 6^e siècle de notre ère, a été, sous l'autorité souvent théorique d'un empereur, marqué au long des siècles par des rivalités féodales, des guerres intestines ;

¹ Pologne, Albanie, Tchécoslovaquie, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Danemark, une grande partie de la France...

² Il sera aussi signé en 1939 par la Hongrie et l'Espagne franquiste.

³ Le Pacte tripartite sera ultérieurement signé par la Roumanie, la Hongrie, la Bulgarie et les Etats fantoches de Slovaquie et de Croatie

⁴ Hokkaid (ou Yeso) au nord, Nippon (ou Hondu) au centre, avec la capitale, Shikoku et Kyushu au sud.

depuis la fin du 12^e siècle, le commandant en chef des armées, le «shogun», le titre devient héréditaire, exerce de fait la réalité principale du pouvoir.

Les premiers Européens à pénétrer le pays furent au milieu du 16^e siècle des commerçants portugais suivis de Hollandais et d'Anglais, accompagnés de missionnaires chrétiens. Dans la crainte d'une conquête européenne, la religion chrétienne fut en 1635 interdite sous peine de mort, et en 1639, le pays se ferma à l'étranger ; sauf de manière limitée à Nagasaki, port de commerce.

Il faudra attendre l'intervention militaire le 8 juillet 1853 du commodore américain Matthew Perry, pratiquant la politique de la canonnière, pour que, contraint, le pays s'ouvre à l'étranger ; ce qui va en bouleverser la structure étatique et la société.

Monté en février 1867 sur le trône impérial, y restant jusqu'en 1912, Mutsuhito, l'empereur Meiji va dès le 4 janvier 1868, en prenant le contrôle direct du pouvoir, abolir le shogunat et relativiser la place de la caste militaire des samourais, dont les révoltes en 1874 et 1877 seront écrasées par l'armée impériale.

Pendant son règne – celui de «l'ère Meiji» – sur un pays qui passe entre 1870 et 1915 de 50 millions à 70 millions d'habitants, l'empereur Meiji va réformer l'administration de l'Etat, avec l'instauration de préfectures, le système juridique, la collecte de l'impôt, l'enseignement, l'industrie avec la constitution, en faisant appel à des spécialistes étrangers, de grands groupes comme Mitsui et Mitsubishi, et l'armée ainsi que la marine, modernisées selon des critères européens.

Une armée qui va, prenant exemple sur celle des puissances européennes en Asie du sud-est (dont la France en Indochine) et en Chine, être mise au service d'une politique expansionniste : annexion des Kouriles du sud en 1875, des îles Bonin en 1876, des îles Ryukyu en 1879, de Formose (Taiwan) en 1895.

Proclamé le 29 novembre 1890, le «Grand Empire japonais», dont les visées sur la Corée

voisine s'affirment, va entrer en guerre en 1894-1895 contre la Chine et en 1904-1905 contre l'Empire russe, présent sur la côte sibérienne face au Japon avec la base navale de Vladivostok et en Mandchourie chinoise avec celle de Port-Arthur.

Suite à la défaite navale russe lors de la bataille de Tsushima les 27 et 28 mai 1905, le Japon reçoit les Kouriles du Nord et le sud de Sakhaline (Karafuto) ainsi que Port-Arthur et la Péninsule du Liaodong. Pour la première fois, une puissance européenne a été battue par une puissance asiatique... Avec l'annexion de la Corée en 1910, le Japon aura augmenté de 77 % son territoire entre 1894 et 1910...

Lors de la première Guerre mondiale, le Japon déclara la Guerre le 23 août 1914 à l'Empire allemand, qu'elle affronta en Chine dans sa colonie de Tsingtao sur la côte non loin de Pékin, et dans celles du Pacifique occidental et central – les îles Marshall, Mariannes et Carolines – dont l'Empire Nippon recevra en 1920 le mandat par la Société des Nations de les administrer ; elle y établira des bases militaires.

L'ERE SHOWA : LA FASCISATION

A la mort de l'Empereur Meiji en 1912 succéda l'Empereur Taisho qu'en 1921 la maladie écarta du pouvoir ; celui-ci étant dès lors exercé par son fils, le Prince héritier Hirohito, qui devient régent avant de succéder à son père décédé, prenant le 25 décembre 1926 le nom d'Empereur Showa.

L'ère Taisho et les premières années de l'ère Showa, caractérisées sur le plan social par l'essor des classes moyennes et d'une classe ouvrière, vont voir s'épanouir une presse libérale, l'extension du suffrage universel masculin. Le Parti socialiste, fondé le 24 février 1906, donna naissance le 15 juillet 1922 au Parti communiste japonais, mis hors-la-loi pour remise en cause de la propriété privée et que la «Loi de préservation de la Paix» de 1925 permettra de réprimer : 1652 communistes seront arrêtés en 1928, 500 d'entre eux seront condamnés à de lourdes peines de prison et l'activité du Parti brisée jusqu'à la guerre.

Les répercussions de la crise économique mondiale de 1929 et les tensions internationales qui l'accompagnent vont, comme Europe, favoriser l'expansion des thèses radicales remettant en cause la société. Mais, à la différence de l'Europe, seules celles d'extrême-droite auront la possibilité de s'exprimer, en s'appuyant sur l'armée : en mai 1932, un putsch ayant entraîné l'assassinat du premier ministre Inukai Tsuyoshi, auquel est reproché d'avoir signé en 1930 le Traité naval de Londres limitant les forces de la marine de guerre japonaise, c'est des rangs de cette Marine que provient son successeur, l'amiral Saito Makoto, qui fut deux fois gouverneur-général de Corée de 1919 à 1927 et de 1929 à 1931.

C'est sous son gouvernement que s'accroît la militarisation du Japon et le début d'une nouvelle expansion territoriale motivée notamment



par la recherche de matières premières (pétrole, charbon, fer, caoutchouc...) et d'espaces agricoles, d'espace de peuplement.

Ainsi les prémices de la Seconde Guerre mondiale vont d'abord avoir lieu en Asie orientale quand le Japon, prétextant un incident mineur antijaponais le 18 septembre 1931 à Moukden en Mandchourie chinoise, attaquera la Chine avant d'occuper militairement la Mandchourie et y installer en 1932 l'Etat fantoche du Mandchoukouo.

Condamné et mis en demeure par la Société des Nations⁵ d'évacuer la Mandchourie, le Japon se retirera de la SDN le 27 mars 1933, sans toutefois restituer les territoires qu'elle administrait sous Mandat de la SDN dans le Pacifique. Le 21 octobre 1933, l'Allemagne – où Hitler a accédé au pouvoir et ambitionne d'annexer l'Autriche – fera de même, imité le 11 décembre 1937 par Mussolini qui, le 3 octobre 1935, a attaqué l'Ethiopie.

Ainsi, avant même que ne l'ait formalisé le Pacte tripartite, la similitude de leur comportement international va rapprocher les futurs partenaires de l'axe Rome-Berlin-Tokyo.

Pour se donner les moyens de mener à bien cette politique agressive, le Japon dénonce en 1934 les traités internationaux limitant sa flotte militaire aux 3/5^{es} de celles du Royaume-Uni et des USA et entreprend de la développer. En septembre 1940, lorsqu'il signe le Pacte tripartite, le Japon dispose de 10 porte-avions, de 10 cuirassés dont le *Yamato*, le plus grand jamais construit, lancé le 8 août 1940, de 36 croiseurs, de 113 destroyers et 63 sous-marins... Avec pour doctrine la «bataille décisive», destinée à anéantir d'emblée les forces adverses...

Cette politique extérieure agressive va s'accompagner sur le plan intérieur du recul grandissant des libertés existantes au profit de la mise en place d'un régime autoritaire de plus en plus totalitaire et répressif.

Le 17 octobre 1937, le colonel Kingoro Hashimoto a créé sur le modèle des Jeunesses Hitlériennes le «Parti de la Jeunesse du Grand Japon», préparant notamment la jeunesse au maniement des armes. Le 12 octobre 1940, le premier ministre Fumimaro Konoe crée un parti unique, l'«Association de soutien à l'autorité impériale», transformée en 1942 en «Association politique d'Assistance», à laquelle tous les députés doivent adhérer, et en 1945 en «Association politique du Grand Japon» (*Dai Nihon Seijikai*), promouvant la «Guerre totale» et un «Ordre nouveau» en Asie).

Quant aux jeunes soldats, leur préparation militaire extrêmement brutale, la valorisation du sabre et de la baïonnette, le culte du sacrifice pour l'Empereur dans la tradition des samouraïs les conduiront bientôt à subir bien des drames et à commettre des crimes innombrables.

UNE FAIBLE OPPOSITION...

Le culte de l'Empereur, la pression idéologique de l'exaltation du patriotisme exacerbé par la guerre, et l'approfondissement de la répression menée par la *Kempeitai* et la *Tokko*, vont limiter les manifestations d'opposition, celle s'exprimant parmi les militaires étant plus la prise en compte – pour essayer de l'éviter – du désastre s'annonçant qu'une divergence de fond.

Toutefois, entre 1938 et 1945, 500 opposants furent condamnés pour «activités antijaponaises».

⁵ Ancêtre de l'ONU

Le Parti communiste japonais, sévèrement réprimé, réduit, est contraint à la plus grande clandestinité, la manifestation la plus «visible» de son existence est l'aide apportée au réseau soviétique de Richard Sorge.⁶

DE PEARL HARBOR A L'ABIME...

L'occupation de l'Indochine française, passée sous contrôle militaire japonais le 21 juillet 1941, ayant entraîné un embargo américain, britannique et hollandais sur le pétrole à destination du Japon, le gouvernement japonais – avec l'aval incontournable de l'empereur Hirohito – et l'état-major impérial décideront de lancer «la bataille décisive» le 7 décembre 1941 contre la base aéronavale américaine de Pearl Harbour, afin d'éliminer pour longtemps la puissance militaire américaine du Pacifique. Mais, les porte-avions US ne sont pas là...

Le lendemain 8 décembre les Japonais attaquent Hong-Kong, la Malaisie, les Philippines et bientôt les Indes néerlandaises, qu'elles vont conquérir avant la Birmanie. La Seconde Guerre mondiale, commencée en Europe, va s'étendre ainsi en Asie, l'Italie et l'Allemagne nazie se rangeant aux côtés du Japon.

L'expansion militaire japonaise maximale aura ses limites avec dans le Pacifique centre-est la conquête, sur les Américains, de Wake fin décembre 1941, dans le Pacifique Nord des îles Aléoutiennes en juin 1942, sur les Britanniques des îles Salomon dans le Pacifique centre-sud aux portes de l'Australie en janvier 1942, de la Birmanie à celles de l'Inde de janvier à mai 1942.

Dans cette Asie du Sud-est conquise, le Japon va tenter d'y installer un «ordre nouveau» sous sa coupe, c'est le concept de «Sphère de coprosperité de la Grande Asie Orientale» que tentera de concrétiser la tenue à Tokyo les 5 et 6 novembre 1943 de la «Conférence de la Grande Asie orientale» avec tous les collaborateurs du Japon.

Le repli japonais commencera aux Salomon, où se déroulera d'août 1942 à février 1943 la bataille de Guadalcanal, et qui seront libérées fin 1943. Mais il faudra encore près de deux ans de combats et d'innombrables souffrances – dont celles du peuple japonais – et hélas deux bombes atomiques pour contraindre le Japon à la reddition le 2 septembre 1945.



L'extension maximale des forces japonaises.

⁶ Richard Sorge, journaliste et clandestinement militant communiste allemand, en poste à Tokyo et devenu intime de l'ambassadeur nazi, recevra l'aide de communistes japonais tels le journaliste Hotsumi Ozaki. Démasqués le 17 octobre 1941, ils seront pendus le 7 novembre 1944. Sorge avait communiqué aux Soviétiques la date de l'attaque nazie du 22 juin 1941 contre l'URSS...

LA KEMPEITAI

Souvent appelée la «Gestapo japonaise», la *Kempeitai*, avait été créée en... 1881 comme «corps de police militaire», analogue à la gendarmerie française. Et de fait, l'analogie avec la Gestapo serait plus pertinente avec la *Tokubetsu Koto Keisatsu* (*Tokko*, «Police spéciale» ou «de la pensée»), dépendant du ministère de l'Intérieur.

Quant à la *Kempeitai*, son évolution en corps essentiellement répressif aux méthodes les plus brutales date de l'occupation puis annexion de la Corée en 1907-1910.

Elle opère essentiellement à l'étranger dans les territoires conquis par l'Armée japonaise, dont elle contribue à assurer la sécurité. Cependant, devenu en 1941 premier ministre, Hideki Tojo, ancien chef de la *Kempeitai* au Mandchoukouo de 1935 à 1937, va en étendre le champ d'activité contre les opposants au Japon même.

La *Kempeitai* aura ses propres «tribunaux», se différenciant des tribunaux militaires de l'Armée par l'absence de tous droits de la Défense ; et par l'usage systématique de la torture dans ses formes les plus atroces. Durant l'occupation de Singapour, la *Kempeitai* empalera sur des pieux plantés dans la rue les têtes d'opposants exécutés pour activités antijaponaises.

Des documents de la *Kempeitai* tombés aux mains des Hollandais indiquent que sur 1918 personnes arrêtées par la *Kempeitai* à Java en 1943-1944, 743 moururent en détention, 439 furent exécutées... La *Kempeitai* fut impliquée dans des crimes de masse, tel l'assassinat le 7 juillet 1945 de 600 habitants de la Région de Moulmein en Birmanie, dans les crimes de guerre biologique tels ceux commis par l'Unité 731 ou l'Unité 100.

Lui furent aussi confiées des activités d'espionnage et de contre-espionnage

A la fin de la Guerre, selon les services de l'Armée américaine, la *Kempeitai* avait dans ses rangs quelques 36 000 membres réguliers auxquels s'ajoutaient de nombreux auxiliaires recrutés dans les pays occupés, tels des membres de la secte caodaïste en Indochine.

A la suite de la reddition japonaise, le lieutenant-général Shirokura Yoshie, chef de la *Kempeitai*, se suicida le 13 septembre 1945, après avoir fait détruire le maximum d'archives et enregistrements concernant les crimes de guerre dont elle s'était rendue coupable.

En 1953 fut créée une Association des Vétérans de la *Kempeitai*, et un petit mémorial élevé à la mémoire de ses morts... !

COREE : LA PREMIERE AGRESSION NIPPONNE

Selon une légende, le plus ancien État coréen fut le Choson (le « Matin calme »), qui jusqu'au I^{er} siècle avant notre ère couvrait le nord-ouest de la Corée et le sud de la Mandchourie et fit que l'on donna par la suite souvent le nom de « Pays du Matin calme » à la Corée.

L'unification de la Péninsule, où le bouddhisme s'était implanté à partir du IV^e siècle et jusque-là divisée en plusieurs royaumes féodaux, se fit de la fin du VII^e au début du IX^e siècle, quand le royaume nordiste de Koryo (Corée) s'étendit à tout le pays. A l'issue de guerres avec ses voisins chinois et mandchous, le Koryo obtint la paix en 1122 dans son territoire péninsulaire au sud-est du fleuve Yalou.

L'influence culturelle et linguistique chinoise, l'invasion en 1231 des Mongols, qui établirent pour plus d'un siècle et demi leur protectorat sur le pays, entravèrent l'affirmation nationale du peuple coréen, qui ne put se faire qu'à partir de la fin du XIV^e siècle, quand le général Y Songkae établit en 1392 la dynastie Choson, qui régna sur la Corée jusqu'à son annexion par le Japon en 1910.

Au XV^e siècle, lors duquel le confucianisme étend son influence sur le pays, l'Académie royale coréenne mit au point l'alphabet coréen, le *Hangul*, différent des modes d'écriture des pays voisins (Mongolie, Chine/Mandchourie, Japon).

Durant les quatre siècles qui suivirent, la Corée réussit à maintenir son existence étatique malgré les tentatives de 1592 à 1598 d'invasion par le Japon, et par la Chine en 1636, qui imposera son protectorat.

Le christianisme, introduit en 1784 depuis la Chine, fut propagé après 1833 par la « Société des Missions étrangères de Paris », les vicaires apostoliques successifs étant français.

L'attitude des souverains coréens à l'égard du catholicisme va être fluctuante entre la tolérance et la répression, pouvant être sanglante : en 1839, trois prélats français sont arrêtés, torturés et décapités et en 1866, le vicaire apostolique Siméon-François de Berneux est arrêté, ainsi que 8 autres prêtres français ; tous sont exécutés, ainsi que 10 000 catholiques autochtones. Une situation qui va conduire en octobre-novembre 1866 à une intervention militaire française menée sous la direction de l'amiral Roze avec sept bâtiments de guerre.¹

En 1871 eut lieu une intervention américaine dans le royaume, objet aussi des attentions russes et où la Chine tente de préserver son protectorat.

C'est qu'une menace va se préciser : suite à un incident militaire survenu en 1876 avec un bâtiment de guerre nippon, les Japonais

obligent la Corée à établir des relations diplomatiques avec leur pays.

Les modernisations entamées dans le royaume suscitent des tensions sociales, telle en 1894 une révolte paysanne dans le Sud-Est entraînant, à la demande du roi Kojong, une intervention chinoise, laquelle va conduire à une guerre entre la Chine et le Japon qui, victorieux, étend son emprise en Corée.

En 1897, le roi Kojong, prenant le nom de Kwangmu, proclame l'Empire en affirmant la volonté de l'ouvrir vers l'extérieur ; ainsi en 1900-1901, la France obtient le contrôle des Postes et télécommunications puis des concessions dans les chemins de fer.

La rivalité russo-japonaise en Corée et en Mandchourie chinoise ayant conduit à une guerre perdue par l'Empire russe, le Japon en profita pour imposer le 17 novembre 1905 son protectorat sur la Corée, avec pour corollaire la réduction de l'armée coréenne de 20 000 à 1 000 hommes, puis en juillet 1907 l'abdication de l'empereur Kwangmu au profit de son fils Yunghui, jugé plus docile.

Et, après l'assassinat le 26 octobre 1909 du représentant du Japon en Corée par un patriote coréen hostile au protectorat nippon, le Japon dépose l'Empereur Yunghui et annexe le 29 août 1910 la Corée qui, devenant la province japonaise de Chosun, est la première grande étape de l'expansionnisme du Japon moderne.²

MISE EN COUPE REGLEE

Peuplée de 14 millions d'habitants lors de son annexion, la Corée va être tout à la fois développée et pillée par le Japon.

Ainsi, la surface agricole exploitée passe de 4,5 millions d'hectares en 1910 à 6 millions en 1938, principalement ensemencés en riz dont 40 % de la récolte sont exportés au Japon ; dans la même période, la consommation de riz par Coréen et par an tombe de 126 à 72 litres.

De plus, les paysans coréens sont en masse expropriés : en 1930, plus de 52 % des terres arables sont aux mains de Japonais. L'exode rural qui en découle va diriger une main-d'œuvre abondante vers les villes et les industries implantées par le Japon dont, à la veille de la Guerre, 20 % de la production industrielle vient de Corée.

La situation de la population coréenne va s'aggraver dès les prémices de la Seconde Guerre mondiale, deux millions de Coréens vont être déportés au Japon pour travailler dans l'industrie nipponne pour y remplacer les Japonais mobilisés.

Dès les premiers temps de l'annexion, les occupants japonais s'étaient signalés par leurs brimades et leurs exactions, lesquelles, à l'annonce la mort de l'ancien roi Kojong,



Ryu Gwan-sun, héroïne de la résistance antijaponaise, torturée, coupée en trois au sabre.

les Japonais étant soupçonnés de l'avoir empoisonné, vont conduire le 1^{er} mars 1919 à un soulèvement : une déclaration d'indépendance est lue dans le parc de la Pagode, à Séoul, entraînant la fermeture des écoles et les universités. Lycéenne âgée de 17 ans, Ryu Gwan-sun, qui avait pris la tête des manifestations, fut arrêtée, torturée et assassinée en prison en 1920, devenant un symbole de la résistance coréenne. Au total, la répression du soulèvement aurait fait 7 000 morts et entraîné 40 000 arrestations.

C'est dans la concession française du port chinois de Shanghai que va être proclamé le 13 avril 1919 un Gouvernement provisoire de la République de Corée, dont le premier président sera Syngman Rhee, et le 10^e et dernier, du 13 mars 1940 au 24 juillet 1948, sera Kim Koo, qui avait participé au soulèvement du 1^{er} mars 1919 puis s'était réfugié en Chine.

LA RESISTANCE COREENNE

Une autre manifestation de Résistance entrée dans l'Histoire est le mouvement étudiant de Gwangju pour l'Indépendance qui se développe en octobre-novembre 1929.

Des Coréens vont cependant s'accommoder de la colonisation de leur pays ; certains – tel le Prince héritier de la couronne Yi Un, frère du dernier empereur qui devient lieutenant général de l'armée nipponne³ – s'intégrant à l'appareil d'Etat japonais. D'autres rejoignent les grandes entreprises japonaises, s'enrôlent même dans l'armée, à laquelle ils vont fournir des supplétifs notamment en Mandchourie, telle la *Gando Special Force*, réputée pour sa brutalité dans la lutte anti-guérilla.

Car la résistance coréenne va aussi prendre très tôt une forme armée, en Corée même mais aussi en Mandchourie où vivent alors 2 millions de Coréens et où dès 1920 est formée une « Korean Indepen-

¹ Cette intervention s'accompagna du pillage de richesses culturelles coréennes et est ainsi à l'origine du contentieux franco-coréen contemporain concernant des manuscrits royaux coréens détenus par la Bibliothèque Nationale de France.

² Auparavant, le Japon avait annexé en 1879, après 5 siècles d'indépendance, le royaume insulaire des Ryūkyū, archipel situé entre le Japon et Formose (Taiwan), île chinoise dont le Japon s'était aussi emparé en 1895.

³ Il y eu six autres Coréens diplômés généraux par l'Académie militaire japonaise, tel le lieutenant-général Hong Sa Hink, qui commanda des camps de prisonniers dans le sud des Philippines en 1944-1945. Plusieurs militaires coréens de l'armée japonaise firent une carrière politique en Corée du Sud, tel Park Chung-Hee, futur Président de la République, Chung Il-Kwon, futur Premier ministre...

dance Army », qui remporta sur les Japonais une victoire sans lendemain lors de la bataille de Qingshanli (21-28 octobre 1920), même si des coups de main de guérilla perdureront.

Fondé dans la clandestinité à Séoul en 1925, le Parti Communiste Coréen (*Choson Kongsantang*) va subir une répression qui, conjointement à des divisions internes, va réduire drastiquement à partir de la fin 1928 ses activités en Corée même, nombre de ses membres se réfugiant en URSS et en Chine, y rejoignant les communistes chinois qui vont installer en 1935 une base à Yenian d'où ils mènent des actions armées anti-japonaises ; parmi ces Coréens, Kim-il-Sung, qui à la tête d'une unité de la Seconde armée communiste chinoise occupe le 4 juin 1937 durant une journée la ville coréenne de Pochambo. Ces communistes coréens de Chine formeront la « Korean Volunteer Army » (KVA).

De son côté, le 10 décembre 1941, le Gouvernement Provisoire de la République Coréenne réfugié à Tchoung-king, déclarera la Guerre au Japon, annonçant la formation – avec des réfugiés coréens en Chine d'une « Armée Coréenne de Libération » appelée à combattre avec l'Armée chinoise de Tchang Kai Chek.

En Corée même où la résistance prend parallèlement au combat politique la forme de la préservation de l'identité culturelle, la répression japonaise s'approfondira jusqu'à la fin de la guerre, touchant des dizaines de milliers de Coréens. Fondée en 1934, la « Société pour l'étude de la langue coréenne » sera définitivement dissoute en 1939, une japonisation de la langue, des noms de famille étant promue par l'occupant. En avril 1941, les écoles coréennes doivent adopter les programmes japonais. Le 20 janvier 1944, un décret fait obligation aux étudiants coréens de s'enrôler dans l'armée japonaise. Plusieurs dizaines de milliers de jeunes Coréennes seront raflées pour devenir des « femmes de réconfort » au service sexuel des militaires nippons.

L'occupation de la Corée prendra fin avec la capitulation japonaise du 2 septembre 1945.

Lors des conférences du Caire (1943) et de Potsdam (17 juillet-2 août 1945), le principe de la restauration de l'indépendance coréenne – garantie par l'URSS, les Etats-Unis, la Chine et la Grande-Bretagne – avait été affirmé.

L'URSS ayant déclaré la guerre au Japon le 8 août 1945, les troupes soviétiques, traversant la frontière commune, entrent le 12 août en Corée, où débarqueront au sud début septembre des troupes américaines ; la limite entre les deux armées étant fixée au 38° parallèle.

Au nord, arrivé début septembre depuis l'URSS, le leader communiste Kim il Sung va mettre en place une administration qui deviendra la Corée du Nord tandis qu'au Sud, sous la direction de Singman Rhee, qui conserve en place l'administration nippo-coréenne, les Américains soutiennent l'établissement d'un régime qui deviendra celui de la Corée du Sud.

LE MANDCHOUKOU

En 1931, la Mandchourie est une vaste région de Chine du Nord-Est, grande comme deux fois la France et peuplée de 30 millions d'habitants principalement mandchous et chinois mais aussi coréens. La région, où l'autorité du pouvoir central de Pékin puis Nankin est à l'éclipse, a été l'objet des convoitises économiques et de la rivalité stratégique opposant les Russes et les Japonais.

C'est un attentat commis le 18 septembre 1931 près de la ville de Moukden – «l'incident de Moukden» – contre une section de voie ferrée appartenant à la Société japonaise des « Chemins de fer de Mandchourie du Sud » qui va fournir le prétexte à l'intervention militaire japonaise, à partir de la Corée voisine ; en quelques jours, les principaux centres du pays sont conquis, tel Moukden, ville à la tête de laquelle est placé un maire japonais.

Les Japonais, qui vont avoir à faire face à des résistances armées (débris de l'Armée chinoise, «Milice anti-japonaise», «Milice des citoyens courageux», etc.), mettent en place des gouvernements locaux, qui proclament leur «indépendance» et surtout leur séparation d'avec la Chine.

Le point d'orgue de cette politique va être la création le 18 février 1932, sur l'ensemble des provinces mandchoues, de l'Etat du **MANDCHOUKOU**, un Etat fantoche analogue à ceux que les nazis susciterent en Europe (Slovaquie, Croatie...) à la tête duquel les Japonais placent le dernier empereur de Chine ayant abdicué en 1912, Aixinjueluo Puyi, qui en mars 1934 est, sous le nom de Kangde, nommé empereur du Mandchoukou. L'«Etat du Mandchoukou» ne sera reconnu que par le Salvador (mars 1934) et le Vatican (avril 1934), par l'Espagne, l'Italie (29 novembre 1936) et l'Allemagne (20 février 1938) puis, durant la Guerre, par la Hongrie, la Slovaquie, la Roumanie, la Bulgarie, la Finlande, le Danemark, la Croatie et les gouvernements collaborateurs asiatiques.

Au Mandchoukou, l'armée japonaise, qui suscite la création sous contrôle d'une «Armée impériale mandchoue» de 200 000 hommes qu'elle encadre et entraîne, va avoir à combattre des «armées de volontaires anti-japonais» chacune de plusieurs milliers d'hommes, formées à partir de milices paysannes et de dissidences de l'armée du Mandchoukou, la plus célèbre étant celle du général musulman Ma Zhanshan, un temps ministre de la Guerre du Mandchoukou et qui forme «l'Armée du salut national anti-japonaise du Nord-Est», forte de plusieurs régiments et contre laquelle l'armée japonaise mènera de juin à juillet 1932 une vaste offensive, avant de s'attaquer aux autres armées de volontaires qui, pour la plupart, seront fin février 1933 dispersées en petites unités de guérilla ou se seront réfugiées en Union Soviétique.

Pour autant, les forces japonaises et du Mandchoukou ne réussirent pas à sécuriser tout le pays, d'autant plus que les armées de volontaires vont se trouver renforcées par la constitution par le Parti Communiste Chinois de l'«Armée Unie anti-japonaise du Nord-Est», commandée par Zhao Shangzhi et qui – absorbant la plupart des unités de guérilla – atteindra 40 000 hommes en 1935, et sera divisée en trois «armées de route».

Il faudra plus de sept ans à l'armée japonaise – qui aura reçu des renforts – et à l'armée du Mandchoukou pour venir à bout des insurgés, dont nombre – parmi lesquels le Coréen Kim Il-Sung – vont se réfugier en Union Soviétique. Capturé le 12 février 1942 par les Japonais, Zhao Shanzi sera tué.

La victoire nippo-mandchoue sera éphémère : alors que le Japon est contraint par l'offensive américaine au recul sur tous les fronts du Pacifique, l'URSS lui déclare la guerre le 8 août 1945 et l'Armée rouge envahit la Mandchourie et la Mongolie intérieure voisine où, depuis la fin 1937 les Japonais avaient installé un autre Etat fantoche, le **MENGIANG**, sous la direction du prince mongol Dumchugdongrub (Wang De).

En huit jours, les forces soviétiques, aidées par la cavalerie de la République populaire de Mongolie (extérieure), progressent de plusieurs centaines de kilomètres et, après la capitulation le 20 août de l'armée japonaise du Guandong (600 000 prisonniers), les régimes collaborateurs du Mandchoukou et du Mengjiang s'effondrent. L'empereur Puyi (Kangde) sera capturé par les Soviétiques.

LES REGIMES CHINOIS COLLABORATEURS PROJAPONAIS

L'«incident de Moukden» du 18 septembre 1931, qui sert de prétexte à l'invasion japonaise de la Mandchourie et sa transformation en Etat vassal du Japon, eut une réplique le 7 juillet 1937 avec l'«incident du Pont Marco-Polo», pont situé à 16 km à l'Ouest de Pékin, lors duquel les Japonais accusèrent les militaires chinois d'avoir tiré sur leurs soldats. Le 28 juillet suivant, la Chine entra en guerre avec le Japon, qui s'empara de Pékin le 25 août.

Entre ces deux dates, l'expansionnisme japonais s'était manifesté de manière constante : incidents au port de Shanghai en 1932, affrontements en janvier 1933 le long de la Grande muraille de Chine, invasion de la Province du Chahar en avril suivant. En novembre 1935, les Japonais susciterent la sécession de la province du Heibeï oriental proche de Pékin et l'établissement sous la présidence de Wang Kemlin du premier gouvernement collaborateur chinois.

Cette stratégie va être généralisée au rythme de la progression du conflit : après la chute de Shanghai, un «Gouvernement du Pudong» y est fondé sous la direction de Su Xiwen ; il sera comme le précédent absorbé par le «**Gouvernement réformé de la République de Chine**» dirigé par Liang Hongzhi, établi le 28 mars 1938, à Nankin, ville dont la conquête à partir du 17 décembre 1937 par les Japonais avait été accompagnée par un effroyable massacre de plusieurs dizaines de milliers de civils (certains avancent le chiffre de 200 000), par des dizaines de milliers de viols, des assassinats en masse de prisonniers de guerre chinois.

Nankin – dont les Japonais veulent faire la capitale chinoise rivale de Tchoung-King, où se sont repliés Tchang Kai-Chek et le Gouvernement Kuomintang de la République de Chine – va être le siège du **GOVERNEMENT NATIONAL REORGANISE DE LA REPUBLIQUE DE CHINE** qui, à partir du 9 mars 1940, unifie sous la présidence de Wang Jingwei tous les territoires chinois sous contrôle japonais. Il déclara la guerre aux Alliés le 9 janvier 1943 ; son armée, compta jusqu'à 300 000 hommes et participa à la lutte contre les armées alliées du Kuomintang et du Parti communiste chinois, ainsi que contre les partisans.

Le régime collaborateur chinois s'effondra en août 1945 conjointement à la défaite japonaise.

MALAISIE ET SINGAPOUR

Le Déroit de Malacca, entre la Péninsule malaise et l'île aujourd'hui indonésienne de Sumatra a eu très tôt une grande importance stratégique pour les relations entre l'Océan Indien et la Mer de Chine, entre le monde arabo-musulman et l'Inde d'une part, la Chine et le Japon d'autre part.

Pour la même raison, quand se développent les relations commerciales des puissances européennes – qui dès le début du XVI^e siècle ont franchi au sud de l'Afrique le Cap de Bonne-Espérance pour déboucher dans l'Océan Indien – avec la Chine et le Japon, le contrôle du Déroit de Malacca va là encore être un enjeu majeur.

Depuis le XIV^e siècle, la région s'est islamisée sous l'influence des navigateurs et marchands arabes qui ont ouvert des voies commerciales vers la Chine. En 1511, partie du comptoir lusitanien de Goa en Inde, une escadre portugaise, conduite par le vice-roi Alfonso Albuquerque, s'empare de Malacca, sur la côte sud-ouest de la péninsule malaise ; alors divisée en plusieurs sultanats rivaux, comme le nord des grandes îles voisines de Sumatra et Bornéo.

En 1641, Malacca passe sous le contrôle des Hollandais pour plus d'un siècle et demi : en 1795, alors que les troupes de la jeune République française ont, après avoir conquis la Belgique, pris le contrôle des Provinces-Unies (Pays-Bas), leur Stathouder (Chef de l'Etat), réfugié à Londres, ordonne la cession de la ville et de son territoire aux Anglais pour éviter qu'ils ne tombent dans les mains des Français. Le traité de Londres en 1824 entérinera cette cession.

En 1819, les Anglais ont obtenu d'un des sultans malais, celui de Johore, la cession de l'île de Temasek, au sortir du Déroit de Malacca, sur laquelle ils vont fonder la ville et le port de Singapour («Ville des Lions»), dont l'importance ne cessera de croître.

Présents depuis 1761 dans la Péninsule malaise par l'établissement d'un comptoir et d'un poste militaire dans l'île de Penang, les Anglais, qui en 1826 unifient leurs possessions de Penang, Malacca et Singapour dans les «Straits Settlements», vont tout au long du 19^e siècle et jusqu'en 1909 – date de la cession par le Siam de ses sultanats vassaux de Perlis, Kedah, Kelantan et Trengganu – s'attacher à étendre leur protectorat sur l'ensemble des sultanats de la Péninsule, et à fortifier Singapour, «Gibraltar» du Sud-est asiatique.

L'ATTAQUE JAPONAISE

Le déploiement en juillet 1940 de son armée en Indochine française a entraîné des sanctions à l'égard du Japon, qui se voit notamment privé du caoutchouc malais et du pétrole du Brunéi, du Sarawak et des Indes néerlandaises. La prise de contrôle de ces ressources sera une des motivations principales de l'attaque japonaise de décembre 1941.



Celle-ci va débiter le 8 décembre 1941, une heure – compte-tenu du décalage horaire – avant l'attaque sur Pearl Harbour : des éléments de la 25^e armée japonaise débarquent au nord-est de la péninsule à Kota Bharu et au sud-est de la Thaïlande, entamant une offensive terrestre vers le sud. Après plusieurs batailles de retardement, et la destruction par l'aviation japonaise – opérant depuis l'aérodrome indochinois de Tan Son Nhut (près de Saïgon) – de l'aviation britannique et, le 10 décembre, du croiseur *Repulse* et du cuirassé *Prince of Wales*, les Britanniques vont évacuer totalement la Malaisie le 31 janvier 1942 en se repliant sur l'île de Singapour.

Laquelle – défendue sous le commandement du général Percival par 85 000 hommes notamment de la 18^e division britannique, de la 8^e division australienne et de la 11^e division indienne – va être bombardée par l'aviation japonaise dès les premiers jours de février, puis attaquée le 8 février par un débarquement japonais sur la côte nord-ouest. Après une semaine de combats, le général Percival signe le 15 février à 19 h 50 devant le général Tomoyuki Yamashita¹ (le «Tigre de Malaisie»), la reddition de Singapour, que les vainqueurs renomment «Shonan», («Lumière du sud»).

OCCUPATION ET RESISTANCE

Le premier gouverneur militaire japonais de la Malaisie et de Singapour sera jusqu'en octobre 1944 le général Yamashita (jusqu'en 1943 pour Singapour), le dernier, d'avril à septembre 1945, sera Seishito Itigaki², ancien ministre de la Guerre, commandant de la 7^e armée japonaise et qui signera la reddition des forces japonaises d'Asie du Sud-est à Singapour le 12 septembre 1945 devant l'amiral britannique Mountbatten.

Durant leur occupation, les Japonais ne cherchèrent pas – à la différence de ce qu'ils firent en Birmanie, aux Philippines,

en Chine ou dans les Indes néerlandaises – à susciter, en ménageant globalement la population malaise et l'immigration indienne, la mise en place d'un gouvernement autochtone collaborateur³, leur objectif principal étant l'exploitation des richesses du pays (mines de charbon et d'étain, plantations d'hévéa pour le caoutchouc). Pour autant, l'occupation japonaise ne fut pas «douce» et suscita des résistances.

Lors de l'occupation de la Malaisie et peu avant la chute de Singapour, les membres du Parti communiste de Malaisie (*Communist Party of Malaya, CPM*), fondé en 1930 et fort en 1939 de 40 000 membres, dont la moitié à Singapour, avaient reçu pour consigne de passer à la clandestinité dans la jungle. Les autorités britanniques, qui jusque-là l'avaient réprimé, avaient accepté en décembre 1941 ses offres de coopération, et 165 de ses membres avaient été entraînés à la guérilla.

En février 1942, le CPM entamera une résistance armée aux Japonais dans le sultanat de Johore, prélude à la formation sous sa direction de la *Malayan People's anti-Japanese Army (MPAJA)*, dont les effectifs atteindront 4 000 membres au printemps 1943, et qui multipliera sabotages et embuscades contre les Japonais.

De leur côté, les Britanniques mirent sur pied à Calcutta (Inde) une unité de commandos, la «Force 136», qu'ils encadrèrent et comprennent des Chinois, et qui débarqua (*Operation Gustavus*) le 24 mai 1943 sur la côte ouest de la Péninsule.

Le 30 septembre 1943, la Force 136 prit contact avec la MPAJA ; un autre contact, officiel, eut lieu le 1^{er} janvier 1944, qui déboucha sur un accord d'aide mutuelle, laissant en réserve le statut futur de la Malaisie après sa libération.⁴

³ Il y eut des collaborateurs malais, notamment ceux rassemblés au sein du *Kesatuan Melayu Muda (KMM)*, d'Ibrahim Yaacob, prônant le rassemblement de la «race malaise» (*bangsa Melayu*).

⁴ La Gestapo japonaise («*Kempetai*») ne resta pas inactive : le 1^{er} septembre 1942, elle captura – suite à la trahison de Lai Teck, secrétaire général du CPM – une certaine de cadres du CPM et de la MPAJA réunis en conférence dans les caves de Batu près de Kuala-Lumpur ; en mars 1944, elle arrêta Lim Bo Seng, un des responsables de la «Force 136», qui mourra sous la torture le 29 juin suivant.

¹ Condamné comme criminel de guerre, il sera exécuté aux Philippines le 23 février 1946. On lui a imputé la responsabilité du Massacre de Manille.

² Déféré comme criminel de guerre devant le Tribunal militaire pour l'Extrême-Orient à Tokyo, il est condamné à mort et pendu le 23 décembre 1948 à Tokyo.

BORNEO NORD

Bornéo, le plus grande que la France avec ses 736 000 km², est à la veille de la Seconde Guerre mondiale divisée en deux parties : les ¾ de son territoire font partie des Indes Orientales Néerlandaises, et le quart Nord Nord-Ouest est sous contrôle britannique, avec les protectorats du Royaume de Sarawak, du Sultanat de Brunei ainsi que du North Bornéo.

Recouverts dans l'intérieur d'une épaisse forêt tropicale, le Sarawak et le Brunéi, où l'on a découvert et exploité du pétrole, vont susciter les convoitises japonaises. Conscients de la menace, les Britanniques ont, en prélevant sur leurs effectifs de Hong Kong et Singapour, renforcé leurs défenses, ainsi que celles du North Bornéo. Défenses qui restent modestes : à peine plus d'un millier de soldats britanniques, auxquels s'ajoutent les 2500 hommes de la SAFOR (Sarawak Force), des locaux adaptés à la lutte dans la jungle.

La menace était bien réelle : 9 jours après Pearl Harbour, les Japonais, partis de leur base de Cam Rahn en Indochine sous contrôle pétainiste, débarquent le 16 décembre 1941 et prennent le contrôle des champs de pétrole de Miri (Sarawak) avec la raffinerie de Lutong et de Seria (Brunei). Le 18 janvier 1942, avec la reddition du gouverneur du North Borneo, tout le nord de l'île a été conquis.

Malgré l'aide apportée aux Britanniques par les forces hollandaises de Bornéo, ceux-ci, après avoir détruit les installations pétrolières restantes, ont dû se replier dans la jungle et vers la partie hollandaise de l'île, bientôt attaquée elle aussi par les Japonais.

L'occupation japonaise ne prendra fin qu'après le débarquement le 10 juin 1945 de la 9^e division australienne à Labuan et Brunei, prélude à la reddition le 10 septembre 1945 du général Masao Baba, ⁵ commandant des forces nipponnes de Bornéo.

Pendant les trois ans et demi de leur présence dans le Bornéo britannique, les Japonais y auront pratiqué la même politique répressive et souvent barbare que dans les autres territoires conquis par eux : dans des conditions de type esclavagiste, les prisonniers de guerre australiens et britanniques - parqués dans les camps de Kuching, Labuan, Ranau et Sandakan - devront construire des aérodromes militaires : seuls 1 387 des 4 660 prisonniers auront survécu en 1945...

La Résistance fut de renseignement pour les Alliés mais aussi de guérilla depuis la forêt, telle celle, encadrée par une douzaine d'Australiens, d'un millier de combattants du peuple autochtone Dayak qui mirent hors de combat 1 500 Japonais ; et celle de Kinabalu, conduites par Albert Kwok et Tun Datu Mustapha, regroupant des Chinois, et des autochtones Suluks et Bajau qui, lors de la « Révolte de Jesselton », du 10 septembre au 10 octobre 1943, attaquèrent la garnison japonaise de la ville, qui aura de 50 à 60 tués.

La répression sera des plus sanglantes, y compris contre les populations civiles.

⁵ Inculpé de crimes de guerre, le général Baba sera condamné à mort par le tribunal allié de Rabaul et pendu le 7 août 1947.

THAÏLANDE : L'ALLIÉE DU JAPON

Bordée à l'Ouest par la Birmanie et au Sud par la Malaisie, toutes deux colonies britanniques, et à l'Est par l'Indochine française, la Thaïlande, appelée Siam jusqu'en 1939, est le seul Etat d'Asie du Sud-Est à avoir réussi à préserver son indépendance.

Toutefois, le Royaume a dû abandonner aux Britanniques en 1893 le nord du pays, intégré à la Birmanie et, en 1909 dans le sud, deux provinces annexées à la Malaisie. A l'Est, dans l'Indochine où ont pris pied les Français, elle a dû de 1867 à 1893, année d'une guerre franco-siamoise, renoncer au profit de la France aux protectorats qu'elle avait sur une partie du Tonkin, sur le Laos et le Cambodge ; elle devra encore lui concéder d'autres provinces à la France au Laos, en 1904, et en 1907 à l'ouest du Cambodge. Au total, le Siam/Thaïlande aura perdu 456 000 km².

Modernisé dès la fin du 19^e siècle, le pays, qui avait déclaré en 1917 la guerre à l'Allemagne, va cependant connaître à partir de 1925, année où le Roi Rama VII succède à son frère Rama VI, une crise économique importante, surmontée notamment au prix du licenciement de nombreux fonctionnaires et de la réduction des salaires des autres, ce qui suscite un mécontentement conduisant le 24 juin 1932 à un coup d'Etat militaire, qui instaurera une monarchie constitutionnelle, avec une assemblée pour moitié élue et un premier ministre.

A partir de décembre 1938, ce premier ministre sera le major-général Plaek Pibulsonggram alias Phibun - chef de l'armée et jusque-là ministre de la Défense, admirateur de Benito Mussolini dont il va copier le culte du chef, son portrait s'affichant partout tandis que s'approfondissait la censure sur les médias du pays. Début 1939, 40 opposants furent arrêtés et 18 exécutés. Après une campagne ultra-nationaliste contre les immigrés chinois, Phibun fit changer le nom du pays de Siam en Thaïlande (*Phratet Thai*, le pays des Thaïs), excluant par là Chinois, Malais et autres minorités... Une campagne contre les traités inégaux signés avec la France et la Grande-Bretagne au 19^e siècle et au début du 20^e fut entamée.

GUERRE FRANCO-THAÏLANDAISE ET ALIGNEMENT SUR LE JAPON

Bien qu'ayant signé avec la France le 12 juin 1940 un traité de non-agression mais constatant son affaiblissement suite à sa défaite face à l'Allemagne nazie, concrétisé en Métropole par l'armistice du 22 juin 1940 et en Indochine française par l'ultimatum japonais qu'a dû en septembre 1940 accepter l'amiral Decoux, permettant à l'Empire du Soleil Levant d'y installer des bases et de transiter par son territoire, les dirigeants thaïlandais sont convaincus qu'un conflit avec la France tournerait à leur avantage.

Aux 60 000 hommes (dont 12 000 métropolitains), 20 chars et 60 avions des forces françaises d'Indochine, l'armée thaïlandaise oppose 60 000 hommes, 134 chars, 200 avions de combat ; la marine thaï comprenant deux garde-côtes cuirassés et quatre sous-marins de fabrication japonaise, ainsi que neuf torpilleurs de fabrication italienne.

Les Thaïs commenceront les hostilités par des bombardements sur Vientiane (Laos), Sisophon et Battambang (Cambodge), en décembre 1940 ils occupent la province laotienne de Champassak puis en janvier 1941 tout le Laos. En grande difficulté sur le théâtre d'opérations terrestre, les Français vont réagir sur mer : le 17 janvier 1941, le croiseur *Lamotte-Picquet*, les avisos *Dumont-d'Urville*, *Amiral - Chamer*, *Marne* et *Tahur* envoient par le fond ou endommagent gravement la marine thaïlandaise.

Cela va conduire le Japon à imposer le 28 janvier un armistice aux deux belligérants et à contraindre la France à signer, le 9 mai 1941, un traité de paix abandonnant à la Thaïlande - qui est désormais l'obligée du Japon - les provinces cambodgiennes de Battambang et Siem Réap ainsi que les provinces laotiennes de Champassak et Sayaburi.

Le 8 décembre 1941, la 25^e armée nipponne envahit depuis l'Indochine française ou par mer... la Thaïlande, pour la traverser en direction de la Malaisie britanniques attaquée au lendemain de Pearl Harbour. Après la résistance de quelques unités thaïes, un armistice est signé le jour même et un traité d'alliance avec le Japon le 21 décembre 1941 ; la Thaïlande déclarant la guerre aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne le 25 janvier 1942 : le 10 mai 1942, la Thaïlande attaquera en Birmanie.

La Thaïlande - où stationneront 200 000 Japonais, qui y feront construire par des prisonniers britanniques le célèbre « pont de la Rivière Kwai », et d'où partiront des offensives contre la Birmanie - va aussi s'insérer dans la « Sphère de coprosperité de la Grande Asie » sous l'égide du Japon.

LA RESISTANCE THAÏLANDAISE

La Résistance thaïlandaise va prendre plusieurs formes : telle la démarche de l'ambassadeur thaï à Washington, Seni Pramoj, qui, à l'annonce de la déclaration de guerre aux Etats-Unis, formera un gouvernement en exil et le « *Khabuan Seri Thaïs* » (mouvement Thaïs libres). Recrutés sous son auspice parmi les étudiants thaïs aux Etats-Unis et formés par les services secrets américains (OSS), des instructeurs seront parachutés en Thaïlande qui y formeront près de 50 000 combattants anti-japonais.

Bien que des structures partidaires communistes aient existé depuis 1927, le Parti Communiste de Thaïlande ne fut formellement fondé que le 1^{er} décembre 1942. Dirigé par Phichit Na Sukhothai, il va mettre sur pied une « *Volunteers Organisation for armed opposition to Japan* », des syndicats clandestins et susciter la formation d'une « *Anti-Japanese Federation* ».

Au sein même du Gouvernement thaï une opposition va se développer à la mesure des revers japonais en Birmanie et dans le Pacifique : le 1^{er} août 1944, Phibun doit quitter le pouvoir.

RESISTANCE ANTI JAPONAISE EN BIRMANIE

Etat multi-ethnique à majorité birmane (65 %), le royaume de Birmanie, unifié à la fin du XVIII^e siècle, va entrer en conflit avec la Grande-Bretagne qui a entamé l'expansion de ses possessions en Inde vers l'Afghanistan à l'Ouest, vers la Birmanie et la péninsule malaise à l'Est.

Une première guerre anglo-birmane, de 1824 à 1826, qui se conclut par la victoire britannique fait perdre à la Birmanie la Région du Manipur et les provinces côtières de l'Arakan et du Tenasserim. En 1852, à la faveur d'une seconde guerre, les Britanniques s'emparent de la Basse-Birmanie avec la ville de Rangoon.

Puis, en 1885, prétextant du caractère dictatorial du roi Thibaw Min, accusé de plus de vouloir s'allier avec les Français présents en Indochine, les Anglais déclenchent une troisième guerre à l'issue de laquelle ils conquièrent le reste de la Birmanie qui, dans son ensemble, va devenir à partir de janvier 1886 une dépendance de l'Empire britannique des Indes.

UNE COLONIE BRITANNIQUE

Pendant ce demi-siècle de colonisation, les Britanniques – qui ont déporté en Inde l'ancienne famille royale birmane – vont avoir à faire face dans la dernière décennie du XIX^e siècle à de nombreux foyers de guérilla en Haute-Birmanie.

En 1920 a lieu une première grève estudiantine à l'université de Rangoon, une seconde en 1936. En 1930-1932 éclatent des révoltes paysannes en réaction à la politique fiscale britannique : il faudra 10 000 soldats anglais pour en venir à bout ; leur principal dirigeant, Saya San, sera pendu à Rangoon en novembre 1931.

En 1937, la Birmanie devient une colonie séparée de l'Inde, avec à sa tête un gouverneur britannique tandis qu'une administration autochtone est mise en place avec un premier ministre, Ba Maw, leader du « Parti des pauvres » (*Sinyètha*).

1937 est aussi l'année des premières manifestations anticolonialistes, suivies l'an suivant de manifestations contre la présence de nombreux immigrés indiens, de grèves dans les champs de pétrole. La répression menée par la police coloniale fit plusieurs morts et entraîna la démission du premier ministre Ba Maw.

Au début des années trente était née la *Dobama Asiayone* (« Association de Nous les Birmans »), matrice des mouvements nationalistes birmans, dont les principaux dirigeants vont faire précéder leur patronyme du terme *Takhtin* (« maître »).

L'un d'entre eux, Takhtin Aung San, ancien leader de la Rangoon University Students Union (RUSU) et de l'All Burma Students Union (ABSU), fonde le 15 août 1939, avec plusieurs autres Takhtins, le Parti communiste birman (Communist Party of Burma, CPB), dont il devient le premier secrétaire général¹.

Le déclenchement de la guerre en Europe le 1^{er} septembre 1939 va amener la formation

autour de la *Dobama Asiayone* du « Bloc de la Liberté » manifestant une réserve majeure quant à l'entrée en guerre aux côtés de la Grande-Bretagne et avançant la revendication d'indépendance.

Les Britanniques répondent alors par l'emprisonnement à Insein au nord de Rangoon de leaders nationalistes tels Ba Maw, Takhtin Soe, Takhtin Ta Tun... C'est à Insein qu'en juin 1941 ces deux derniers vont rédiger le « Manifeste d'Insein », qui désigne le fascisme mondial comme l'ennemi principal et appelle à une collaboration temporaire avec les Britanniques ainsi qu'à une alliance avec l'Union Soviétique.

Les Japonais, dont la préoccupation d'alors est de contrecarrer le ravitaillement de la Chine dirigée par Tchang Kai Chek via la Birmanie, vont chercher à prendre contact avec les nationalistes birmans.

Aung San, qui s'était rendu en Chine pour y rencontrer les communistes chinois y est arrêté par les Japonais, transféré à Tokyo où lui est proposée une aide pour un soulèvement en Birmanie, avant de lui faciliter le retour en février 1941 en Birmanie.

En avril 1941, une trentaine de jeunes Birmans, « les Trente Camarades », quittent clandestinement la Birmanie pour l'île chinoise d'Hainan, contrôlée par les Japonais depuis 1939, pour y recevoir une formation militaire.

L'OCCUPATION JAPONAISE

Le 7 décembre 1941, les forces japonaises attaquent simultanément à Hawaï la base navale américaine de Pearl Harbour, les Philippines et la colonie anglaise de Hong-Kong : la guerre du Pacifique commence...

A Bangkok, capitale de la Thaïlande alliée du Japon, 27 des « Trente camarades » et 200 Birmans de Thaïlande, forment le 27 décembre 1941 la « *Burmese Independence Army* » (B.I.A.), laquelle va accompagner l'invasion du pays par les troupes japonaises qui, parallèlement à leur offensive en Malaisie, entrent en Birmanie via la Thaïlande le 16 janvier 1942 dans le sud du pays. Rangoon sera prise le 7 mars 1942. Le 1^{er} mai, Mandalay au centre du pays tombe à son tour, la route de Birmanie vers la Chine est coupée le 15 mai 1942, les troupes britanniques se réfugient en Inde, leurs alliées chinoises regagnent la Chine. Mais, dans le nord de la Birmanie, les Japonais se heurteront en permanence à des éléments britanniques ainsi qu'à des guérillas antifascistes birmans.

En Birmanie occupée, les nationalistes birmans mettent - sous contrôle japonais - en place le 1^{er} août 1942 une administration provisoire sous la direction de Ba Maw, libéré des geôles britanniques par l'invasion nipponne, avec Aung San comme ministre de la Guerre et commandant en chef de la *Burma Defence Army* (BDA), forte de 3 000 hommes et qui a pris la succession de la B.I.A. ; indisciplinée et qui s'est tristement illustrée par des exactions contre les minorités ethniques.

A cette administration provisoire birmane va succéder le 1^{er} août 1943 l'« Etat de Birmanie », dont l'« indépendance » est formellement reconnue par les Japonais, et dont les premiers



actes de « souveraineté » vont être la signature d'un traité d'alliance... avec le Japon – qui occupe le pays – et la déclaration de guerre aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne.

Ba Maw est le « Chef suprême de l'Etat » (*Naing-ngan-daw-adipadi*), Aung San restant ministre de la Guerre² et Major-général des forces armées, qui prennent le nom d'« Armée Nationale Birmane » (BNA), aux effectifs de 11 000 hommes.

DEBUTS DE LA RESISTANCE

Alors que des Thakins acceptent d'entrer dans le gouvernement de Ba Maw, d'autres vont entrer en résistance aux Japonais dès leur entrée dans le pays.

Ainsi Takhtin Soe, qui s'affirme le leader du Parti communiste clandestin (CPB) – qui s'organise en 1942 tant en Haute qu'en Basse-Birmanie – va constituer des maquis dans le sud du pays, dans le delta de l'Irrawady, tandis que deux autres dirigeants du CPB, Takhtin Thein Pe et Tin Shwe prenaient contact en juillet 1942 avec le Gouverneur britannique de Birmanie, replié à Simla, en Inde.

Les Britanniques – et pour une part les Américains, les « *Merrill's Marauders* », engagés à travers le nord de la Birmanie dans le ravitaillement militaire des forces chinoises de Tchang-Kai-Chek – vont aussi intervenir militairement dans l'intérieur du pays contre les forces d'occupation japonaises : par des actions directes depuis l'Inde de leur XIV^e armée sur le front des limites occidentales de la Birmanie, par l'envoi de commandos tels les fameux « *Chindits* » du général Wingate, dont début 1943 3 000 membres, lors d'une expédition de 1 600 km à travers la jungle, s'attaquèrent – en s'appuyant sur les minorités

¹ Aung San est le père du Prix Nobel de la Paix et actuel leader de l'opposition démocratique en Birmanie, Aung San Suki.

² Cette stratégie de participation aux instances officielles pro-japonaises sera critiquée par des leaders du CPB clandestin, tels Takhtin Soe. Toutefois les liens entre « clandestins » et « officiels » seront maintenus.

nationales montagnardes – aux installations et lignes de communication nippones, par l'armement de guérillas, tels dès 1942 plus de 2 000 Karens.

Alors que le CPB développe ses propres actions de guérilla, il prend parallèlement contact avec des courants politiques de sensibilités diverses, avec des militaires de l'armée (BNA) du régime mis en place par les Japonais, dont il pénètre aussi les institutions et organisations, telle l'*East Asia Youth League* (EAYL, « Ligue de la Jeunesse de l'Asie Orientale ») formée en juin 1942.

À l'issue de rencontres en juillet-août 1944, à Dedaye, dans le Delta, puis à Rangoon, le Parti communiste (CPB), le Parti Révolutionnaire du peuple (PRP, socialistes) et des officiers de la BNA acquis à la Résistance contre les Japonais unifient leur lutte au sein de l'« *Anti-Fascist Organisation* » (AFO) ; dont... Aung San, toujours officiel commandant en chef de la BNA, va être désigné Président, Takhin Than Tun, toujours ministre du Gouvernement officiellement pro-japonais, secrétaire général, et Takhin Soe, leader du CPB clandestin, leader politique.

L'AFO, qui en septembre 1944 a conclu non sans mal un accord avec la « Force 136 » du *Special Operation Executive* (SOE) britannique actif en Birmanie, et dont nombre de structures de base sont contrôlées par le CPB, va préparer l'insurrection antijaponaise.

Celle-ci va être facilitée par l'hostilité croissante des Birmans à l'égard des Japonais qui font peu de cas de « l'indépendance » qu'ils ont octroyée au pays, dont ils pillent les richesses, y recrutant des travailleurs forcés pour la construction de leurs ouvrages d'art militaires, y raflant – comme dans tous les pays qu'ils occupent – des jeunes Birmanes pour en faire des « femmes de réconfort » pour leurs troupes.

C'est le 27 mars 1945 que la BNA – rebaptisée *Tatmadaw* (Forces armées) – se soulève sous la direction de Aung San, qui établit son quartier général au nord du pays, à Naypyidaw³ tandis que l'AFO s'élargissait à toutes les forces antijaponaises, devenant l'« *Anti-Fascist People's Freedom League* (AFPFL), qui va se coordonner avec les forces britanniques, depuis le début de l'année sont passées à l'offensive.

Au Nord, ayant fait leur jonction le 21 janvier 1945 avec les troupes chinoises, elles ont réouvert la route de Birmanie. Mais c'est la XIV^e Armée britannique qui, attaquant depuis l'Inde au Centre du Pays, va fournir l'effort principal : après des semaines de durs combats, Mandalay est prise le 20 mars.

Alors que la XIV^e armée, appuyée par l'action de guérilla de la minorité Karen, descend la vallée de l'Irrawaddy vers Rangoon, un bataillon de parachutistes Gurkhas est lancé le 1^{er} mai sur la capitale birmane, où débarque le 2 mai par bateau une division d'infanterie indienne ; qui constate... que la ville a été évacuée à partir du 22 avril par les Japonais, qui se replient en Thaïlande et en Malaisie.

La Birmanie est libérée des Japonais, dont l'occupation du pays aura fait de 170 000 à 250 000 morts, victimes des opérations de guerre, de massacres de civils, des tortures de la Kempetai, la Gestapo japonaise.

³ Capitale de la Birmanie depuis 2005.

INDE : AUX COTES DES NAZIS ET DES JAPONAIS

LA «SS FREIES INDIEN LEGION»

Présente en Inde depuis le XVIII^e siècle, la Grande-Bretagne, qui contrôle au début du XX^e siècle ce vaste ensemble englobant les actuels Pakistan, Inde et Bangladesh jusqu'à la Birmanie, a alors enrôlé dans son «Armée des Indes» quelques 170 000 autochtones, dont certaines unités combattront en France lors de la Première Guerre mondiale, notamment en Flandre.

Quand éclate la Seconde Guerre mondiale, c'est en Libye que des troupes indiennes de l'Armée britannique vont être engagées, d'abord contre les Italiens puis contre l'Afrika Korps de Rommel ; et c'est en Libye que, parmi les Indiens faits prisonniers et en spéculant sur leur sentiment national, les forces de l'Axe tenteront de recruter des auxiliaires. Ainsi les Italiens feront une tentative avortée de constitution en 1942 d'un *Bataglione Azad Hindoustan* (bataillon «Inde libre»).

Ce sont les Allemands qui vont constituer de manière pérenne une unité indienne présente au sein de la Wehrmacht et *in fine* de la SS. En décembre 1941, à partir de prisonniers capturés en Libye et d'étudiants indiens en Allemagne, est formée l'*Indische Legion*, qui va bénéficier du parrainage de «Netaji» Subhash Chandra Bose, l'un des principaux dirigeants nationalistes du Congrès National Indien 1943 et compagnon de Gandhi qui, trouvant ce dernier trop «mou» et fuyant la répression britannique, s'était réfugié au Japon avant de rejoindre le Reich.



Écusson de l'*Indische Legion*, ici inspectée par Rommel à Lacanau (Gironde) ; à droite Subhash Chandra Bose.

Le 26 août 1942, plusieurs centaines de «volontaires» prêtent serment à Hitler et constituent l'*Indisches Infanterie-Regiment 950* (ou *Legion Hazad Hind*) ; ils seront 3 500 fin 1942. L'ambition de Chandrah Bose, qui rencontre Hitler et Himmler, sera de faire de cette unité l'embryon d'une «armée de libération» de l'Inde, accompagnant la Wehrmacht dans une offensive à travers le Caucase et la Perse (Iran) pour rejoindre sur le sol indien les forces japonaises arrivant par l'Est.

La défaite nazie à Stalingrad début février 1943 et le repli allemand du Caucase sonneront le glas des fantasmes stratégiques sur le front ouest de Chandrah Bose, qui, via un sous-marin allemand puis un sous-marin nippon, gagnera courant février Sumatra, occupée par les forces japonaises, et ensuite Tokyo.

Quant à l'*Indisches Infanterie-Regiment 950*, resté en Europe, il recevra fin juillet 1943 l'ordre de se déployer en France sur le mur de l'Atlantique, dans les régions de Lacanau et des Sables d'Olonne, et sera le 8 août 1944 transformé en *Indische Freiwilligen-Legion der Waffen-SS*.

C'est donc une unité SS qui participera à la retraite allemande et sera accrochée par les forces de la Résistance. À la mi-août 1944, elle est à Poitiers, début septembre elle a un premier tué à Dun-sur-Auron dans un combat de rues, elle s'affrontera à la 1^{re} Armée française à Nuits-Saint-Georges et, via Colmar et Strasbourg, gagnera Heuberg en Allemagne du sud. Désarmés par les Allemands, les membres de la Légion Indienne tenteront de gagner la Suisse. Capturés par les forces françaises et américaines, ils seront livrés aux Britanniques et transférés en Inde, où ils seront libérés en 1946.

L'«INDIAN NATIONAL ARMY»

Dès le début du conflit en Asie du Sud-Est, les Japonais avaient constitué un service de renseignements – le *Fujirawa Kikan* – spécialisé dans les contacts avec les nationalistes indiens, malais, indonésiens, chinois d'outre-mer... Cela permit, après la conquête nipponne de la Malaisie et de Singapour, la mise en place dès août 1942 avec le concours de leaders indépendantistes indiens, Rash Behari Bose, Gurbaksh Singh Dillon et Mohand Singh Deb, de la «*First Indian National Army*», forte de près de 40 000 hommes recrutés parmi les prisonniers indiens de l'Armée britannique des Indes ayant capitulé en Malaisie, à Singapour et Hong Kong. Suite à des dissensions internes, elle sera dissoute par les Japonais en décembre 1942.

C'est avec l'arrivée venu d'Allemagne de Subhash Chandrah Bose que l'«*Indian National Army*» (INA, *Azad Hind Fauj*) va naître le 15 février 1943 sous les auspices japonais, en devenant officiellement l'Armée du «Gouvernement provisoire de l'Inde Libre» (*Arzi Hukumat Azad Hind*), présidé par Chandrah Bose, basé à Singapour et qui ne «contrôlera» un temps comme territoire indien que les îles Andaman et Nicobar, dans le Golfe du Bengale, archipels conquis par les Japonais.

Fort de 40 000 hommes, l'INA, répartie en trois divisions subdivisées en régiments d'infanterie et de guérilla participera aux côtés des forces japonaises à la guerre en Birmanie, notamment lors de l'offensive nipponne dans l'extrême est de l'Inde : ce sera en mars 1944 l'opération U-Go, dans le Manipur et qui échouera dans la prise de sa capitale Imphal, avant de conduire à une désastreuse retraite, harcelée par des troupes chinoises fidèles à Tchang Kai Chek et de l'Armée Nationale Birmane de Aung Sang, entrée en lutte contre les Japonais.

Une partie de l'INA sera faite prisonnière en avril 1945 par les Britanniques lors de la libération de Rangoon, la capitale birmane, l'autre le sera en septembre 1945 lors de la capitulation japonaise, à Singapour où elle s'était repliée. Chandrah Bose serait – selon des sources incertaines – mort le 18 août 1945 dans un accident d'avion à Taiwan, alors qu'il tentait de rejoindre le Japon. Les Britanniques renoncèrent à poursuivre les membres de l'INA, recevant le soutien des nationalistes.

TERREUR AUX PHILIPPINES

Les Philippines sont un archipel de 300 000 km² s'étendant à 1 000 km des côtes du sud-est de l'Asie, sur 1 840 km du Nord au Sud et 1 104 km d'Est en Ouest. 2 000 de ses plus de 7 000 îles d'origine volcanique sont habitées, onze d'entre elles (telles Luzon au Nord, Mindanao au sud) rassemblant 90 % de la population.

Le premier Européen à arriver aux Philippines fut le 16 mars 1521 l'explorateur Magellan qui donna à l'archipel son nom actuel en l'honneur du roi Philippe II d'Espagne. Dès 1565, la colonisation espagnole s'étend sur une grande partie de l'archipel. En 1611 est fondée la première université hispanique du pays.

En effet, la colonisation espagnole va avoir la double caractéristique de l'hispanisation culturelle et linguistique et de la conversion de la masse de la population au catholicisme, l'Eglise jouant un rôle prépondérant dans la société.

La résistance au régime colonial va se développer à la fin du 19^e siècle, avec comme personnage emblématique le poète et écrivain José Rizal, un ophtalmologue formé en Europe, que les Espagnols vont exécuter en 1896.

La rivalité dans les Antilles, entre l'Espagne et les Etats-Unis, à Cuba, vont conduire à une déclaration de guerre des Etats-Unis à l'Espagne le 25 avril 1898. Guerre dont les premiers affrontements vont avoir lieu non dans les Caraïbes... mais aux Philippines : l'escadre américaine du Pacifique - sept bâtiments de guerre - coula ou captura les huit navires de la flotte espagnole lors de la bataille de la baie de Manille, à l'aube du 1^{er} mai 1898.

Le 13 août 1898, aidés par les révolutionnaires philippins qui avaient proclamé l'indépendance de leur pays le 12 juin 1898, les Américains prennent le contrôle de la capitale Manille. Le conflit américano-espagnol va prendre fin par le Traité de Paris du 10 décembre 1898 qui, contrairement à l'attente des nationalistes philippins, ne consacre pas l'indépendance du pays, mais sa... vente par l'Espagne aux Etats-Unis. Les Philippines changent de maîtres...

Va s'ensuivre - Pedro Paderno, président de l'Assemblée constituante des Philippines, ayant le 2 juin 1889 déclaré la guerre aux Etats-Unis - un conflit qui durera plus de 2 ans. Les troupes américaines, au prix de nombreuses atrocités (10 000 à 20 000 combattants et 200 000 civils philippins tués, viols de masse...) vont écraser la 1^{re} République philippine.

Pendant quatre décennies, les Philippines vont être une colonie américaine, que les Etats-Unis s'attacheront à déshispaniser et à angliciser. Une colonie dont le statut va évoluer : en 1935, les Etats-Unis accordent au pays un statut de semi-autonomie devant déboucher à terme sur l'indépendance, un parlement et un Président, Manuel L. Quezon, sont élus.

Mais, l'avenir proche des Philippines va se déterminer à plusieurs milliers de kilomètres de l'Archipel, dans le Pacifique Nord-Est, quand le 7 décembre 1941, l'aéronavale japonaise attaque à Hawaï la base américaine

de Pearl Harbour : la guerre du Pacifique commence...

L'ATTAQUE NIPPONNE

Simultanément à des attaques contre les îles américaines du Pacifique central (Guam, Wake), l'offensive japonaise menée depuis Formose contre les Philippines commença dès le 8 décembre par une première attaque de bombardiers nippons sur l'aérodrome militaire américain de Clark Field, au nord-ouest de Manille dans l'île de Luzon. L'invasion terrestre débuta le même jour par le débarquement de la 14^e armée japonaise sur la petite île de Batan au nord de l'archipel avant de se poursuivre le lendemain 9 décembre par un débarquement à Vigan au Nord de Luçon, et le 12 décembre par celui de 2 500 Japonais de la 16^e division au sud de l'île.

Les Philippines étaient défendues à la fois par les forces américaines et l'armée des Philippines, fortes de 35 000 hommes (dont 12 000 Philippins) avec 291 avions de combat, rassemblées dans l'United States Army Forces in The Far-East (USAFFE) commandée par le général Mac Arthur. Par ailleurs, la marine américaine disposait d'un croiseur lourd, de deux croiseurs légers, de treize vieux destroyers, de vedettes lance-torpilles.

Le corps de bataille japonais, qui atteindra 75 000 hommes, avec une flotte et une aviation proches de leurs bases du Japon, de Formose et d'Indochine, va surclasser les forces américano-philippines : le 20 décembre 1941, le Président philippin Quezon, sa famille et le cabinet de guerre se replient dans l'île fortifiée de Corregidor dans la Baie de Manille, le 26 décembre les troupes américaines évacuent Manille déclarée «ville ouverte», le 28 décembre les forces militaires US et philippines se replient dans la Péninsule de Bataan, le 2 janvier 1942, les Japonais entrent dans Manille et proclament le lendemain la fin de la domination américaine aux Philippines.

Il va falloir encore 5 mois aux Japonais pour remporter pour remporter la victoire : après la reddition le 9 avril des forces américano-philippines de la péninsule de Bataan commandées par le général Edward King, le général américain Wainwright, retranché dans l'île de Corregidor, finira par capituler le 8 mai 1942. Quant à Mac Arthur, précédé le 20 février par le Président Quezon, il avait quitté pour l'Australie le 11 mars la péninsule de Bataan fermant la baie de Manille, lançant son célèbre «Je reviendrai...»

Dès leur entrée dans Manille en janvier, les Japonais - qui ont proclamé la loi martiale édictant la peine de mort pour tout acte de résistance antijaponais - vont s'attacher à éradiquer le double héritage hispanique et américain.

Le 23 janvier 1942 les occupants mettent en place une administration provisoire, un «Comité exécutif» présidé par le maire du Grand Manille, Jorge Vargas, avec au département de la Justice, José P. Laurel. Le 8 décembre 1942 est mis en place un parti unique, le *Kapisanan sa Paglilingkod sa Bagong Pilipinas* (Organisation pour le Service des Nouvelles Philippines, KALIBAPI),



avec une KALIBAPI-jeunes pour les 7-18 ans.

Le 20 septembre 1943, des élections législatives menèrent au Parlement des députés tous membres du KALIBAPI et le 14 octobre était, avec pour Président José P. Laurel, proclamée la «République des Philippines» ; dont l'«indépendance» était immédiatement reconnue par le Japon, les puissances de l'Axe et les gouvernements asiatiques collaborateurs établis par les Japonais.

José P. Laurel, partenaire du Japon dans la «Sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale», participe à la «Conférence de la Grande Asie», organisée à Tokyo du 5 au 6 novembre 1943. Sous la pression japonaise, José P. Laurel déclare la guerre aux Etats-Unis le 21 septembre 1944 et, le 8 décembre, les généraux Pio Duran et Benigno Ramos organisent la *Makapilis*, une force armée qui combattra aux côtés des Japonais.

Entre temps, le 20 octobre 1944, les Américains avec à leur tête Mac Arthur avaient débarqué au centre-est du pays, sur l'île de Leyte où, le 23 octobre, le président du Commonwealth des Philippines Sergio Osmena, qui avait succédé à Manuel Quezon, décédé, installa à Tacloban la capitale provisoire du pays se libérant.

LA RESISTANCE

Pendant les près de trois ans que durera leur occupation des Philippines, les Japonais - et le régime collaborateur à leur solde - auront eu à faire face à une résistance active, notamment de guérilla.

Le mouvement Hukbalahap (*Hukbong Laban sa Mga hapon* (Armée anti-japonaise, les *Huks*) est créé le 29 mars 1942 à Tarlac, quartier de Concepcion, ville de l'île Luzon, par Luis Taruc, qui va en être désigné commandant en chef, Cato Alejandrino, Bernardo Poblete (commandant banal) et une femme, Felipa Culala, «commandante Dayang-Dayang».

S'appuyant largement sur les associations paysannes préexistantes à la guerre, et sur le Parti communiste philippin (*Partido Komunista ng Pilipinas*-PKP) créé le 7 novembre 1930 et qui a fusionné en 1938 avec le Parti

Socialiste, les Huks vont s'attaquer aux soldats japonais et aux collaborateurs philippins, leurs effectifs vont croître, principalement à Luzon : 300 membres en avril 1942, 5 000 en décembre 1942, 7 000 en juin 1943, 10 000 à 12 000 en septembre 1944, entourés de 25 000 auxiliaires...



Luis Taruc, leader des Huks

Les Huks vont avoir des relations difficiles avec d'autres groupes de guérilla liés à l'USAFPE, rassemblant plusieurs milliers de Philippins encadrés par des dizaines d'Américains ayant échappé à la capture par les Japonais ou évadés de leurs camps de prisonniers, et dirigés à Luzon par Robert Lapham, par Wendell W Fertig à Mindanao, Henri Belle à Negros, James Cushing à Cebu..., et auxquels les Huks, qui mènent la lutte armée, reprochent de cantonner principalement leur activité de résistance à la collecte de renseignements pour les Américains dans l'attente de leur retour.

Le PKP va aussi favoriser la constitution lors d'une réunion à Manille en février 1942, d'un «Front Uni contre le Japon et le fascisme» rassemblant notamment le PKP, la Ligue pour la Démocratie, les Amis de la Chine, l'Union des Libertés civiles, des Associations de paysans, la Ligue pour la Libération Nationale, avec à sa tête un Comité de 15 membres représentatif de la diversité des organisations constitutives. La répression limitera son expansion.

La libération des Philippines, commencée par le débarquement américain de Leyte le 23 octobre 1944, se poursuivra avec la prise de Manille (4 au 24 février 1945) et sera achevée le 5 juillet 1945.

Avant leur départ, les Japonais, qui s'étaient tristement signalés à leur arrivée par la sinistre «Marche de la mort de Bataan» qui fit, entre le 9 avril et le 1^{er} mai 1942, plus de 20 000 morts parmi leurs 70 000 prisonniers, avaient commis à Manille entre février et mars 1945 un massacre de près de 100 000 civils philippins.

Notons aussi que, leur reprochant d'être «communistes», les services de renseignement américains avaient fait emprisonner dès le 22 février... Luis Taruc et de nombreux dirigeants des Huks !

LES INDES NÉERLANDAISES

Les «Indes Orientales néerlandaises», l'actuelle Indonésie, sont un archipel de 17 508 îles - dont 6 000 habitées - s'étendant sur 1 900 000 km² de terres - de la péninsule malaise jusqu'au nord de l'Australie et comprenant des îles parmi les plus grandes du monde - Sumatra, Bornéo, Java, Célèbes, Moluques... - avec 57 400 km de côtes.

Quand entre 1508 et 1512 les Portugais, depuis Goa en Inde, arrivent dans la Région, bientôt suivis par les Espagnols, Magellan ayant traversé le Pacifique, celle-ci est divisée entre de nombreux Etats musulmans, l'Islam y ayant peu à peu supplanté les religions de l'Inde et le bouddhisme, qui ne gardent qu'une influence résiduelle. En 1529, par un traité signé à Saragosse, les deux puissances ibériques se partagent les zones d'influence : Les Philippines à l'Espagne, les Moluques au Portugal ; les deux puissances étant particulièrement intéressées par le commerce des épices (poivre, clou de girofle...).

D'autres prédateurs européens vont bientôt apparaître dans la Région : les Anglais et les Hollandais, qui ont fondé en 1602 la Compagnie des Indes Orientales (*Vereenigde Oostindische Compagnie*, V.O.C.), et qui vont évincer les Portugais qui ne garderont une implantation qu'à Timor. En 1619, les Hollandais fondent à Java la ville de Batavia, l'actuelle Djakarta. A la fin du 18^e siècle, la V.O.C. contrôle les Moluques, le sud des Célèbes et la moitié de Java.

La Révolution française va influencer sur le sort des Indes Orientales néerlandaises : suite à l'occupation des Provinces-Unies par les armées républicaines françaises, une «République Batave» y est proclamée, à laquelle, dans les Indes Orientales, les gouverneurs hollandais resteront fidèles ; la V.O.C. étant dissoute. Et en 1806, quand la République Batave devient le Royaume de Hollande donné à Louis, frère de Napoléon, c'est un fidèle allié des Français, le colonel-général Herman Daendels, qui est nommé gouverneur des Indes orientales et qui le restera jusqu'en mai 1811. Son successeur, Jan Janssens, malgré l'appui de troupes françaises envoyées par Napoléon (le Royaume de Hollande a été annexé par la France et les Indes Orientales sont devenues colonie française) capitulera le 18 septembre 1811 devant les Anglais.

Ayant recouvré après la chute de Napoléon leur souveraineté sur leurs établissements des Indes Orientales, les Hollandais vont durant tout le 19^e siècle s'attacher à soumettre les différents Etats autochtones de l'archipel, le dernier étant en 1903 celui d'Aceh au Nord de Sumatra ; où, depuis 1885, le pétrole est exploité et qui est le berceau de la Royal Dutch Shell. D'autres gisements seront ultérieurement découverts au sud de Sumatra et à l'est de Bornéo.

Le début du 20^e siècle va voir naître - parmi les Indonésiens mais aussi avec l'appui de Néerlandais implantés dans l'archipel - le mouvement national indonésien : *Budi Utomo* en 1908, *Sarekat Islam* en 1911, *Indische Sociaal-Democratische Vereeniging* (Union social-démocrate, l'IDSV) en 1914, sous la direction d'un socialiste hollandais, Sneevliet...

En écho à la Révolution bolchevique russe, des soldats et marins de la grande base navale hollandaise forment en 1917 un conseil des soviets, durement réprimé. En 1920, l'IDSV se transforme en *Perserikatan Komunis di Hindia*, (Association communiste des Indes) qui prendra en 1924 le nom de *Partei Komunis Indonesia* (Parti Communiste Indonésien, PKI), dirigé par un Indonésien, Tan Malaka. En 1926, le PKI déclenche une insurrection à Java et Sumatra, proclamant une République. La révolte sera brutalement écrasée : des milliers de morts, 13 000 arrestations, interdiction du PKI en 1927.

Le 4 juillet 1927, le jeune ingénieur Ahmed Soekarno fonde un mouvement qui deviendra en mai 1928 le *Partai Nasional Indonesia* (PNI) qui, atteignant 10 000 membres en 1929, inquiètera les Hollandais ; lesquels arrêtent Soekarno en décembre 1929 et le condamnent à plusieurs années de prison ainsi que d'autres leaders du PNI (Mohamed Hatta, Sutan Sjahrir...).

L'OCCUPATION JAPONAISE

En Europe, les Pays-Bas ont été conquis en mai 1940 par l'armée nazie mais, en Asie, les Indes orientales restent fidèles à la Reine Wilhelmine réfugiée à Londres. Le consul général de France à Batavia s'étant rallié le 24 juin à de Gaulle, un comité de la France Libre y sera formé en septembre 1940 sous le nom de «France Quand même», présidé par Emmanuel-Luc Ricard.

Le 15 janvier 1942, face à l'agression japonaise, qui s'étend dans la région depuis Pearl Harbour, les Néerlandais, qui le 8 décembre 1941 ont déclaré la guerre au Japon, les Britanniques, les Australiens et les Américains unissent leurs forces au sein d'un commandement commun (ABDA-COM) sous le commandement du maréchal britannique Archibald Wavell, sans pour autant réussir à contrer les forces nipponnes qui débarquent à Timor dans la nuit du 19 au 20 février 1942, le 28 février à Java dont elles achèvent la conquête le 12 mars ; le 1^{er} avril elles ont le contrôle de l'ensemble de Bornéo...

Les Japonais, dont l'intérêt pour la région est stratégique et économique (pétrole, caoutchouc...), vont dans un premier temps être accueillis comme des libérateurs. Mais, tout en ne mettant pas en place un gouvernement autochtone, ils vont toutefois chercher à obtenir la coopération des leaders nationalistes qu'ils ont libérés (Hatta, Soekarno...) et à créer en 1943 une force militaire supplétive, la *Tentara Sukarela Pembela Tanah Air* («Défenseurs de la Patrie», PETA). En juillet 1942, Hatta et Soekarno accèderont à leur demande des d'exhorter les Indonésiens à coopérer avec eux.

Il y aura toutefois une Résistance antijaponaise autour de nationalistes tels Amir Sjarifuddin et Sutan Sjahrir ou des communistes du PKI clandestin, dont plusieurs membres du Comité central seront exécutés par les Japonais ; le 14 février 1945 des éléments de la PETA se soulèveront.

Cette Résistance antijaponaise se développera à la mesure de la politique répressive et de surexploitation du peuple indonésien par les Japonais : les Nations-Unies en 1947 estimèrent à de 3 à 4 millions les victimes civiles indonésiennes de l'occupation (pour 70 millions d'habitants), à 35 000 parmi les 240 000 Européens qui croupirent dans les camps, à de 5 000 à 20 000 les «femmes de réconfort»

Le 17 août 1945, avec l'aval des Japonais, Sukarno et Hatta proclament l'indépendance.

INDOCHINE : VICHY-SUR-MÉKONG

Lorsqu'en 1940 s'annoncent les prémices d'une guerre qui va cinq années durant concerner toute l'Asie orientale et du Sud-Est, et où la France a en l'Union Indochinoise un des plus importants fleurons de son Empire colonial, cela fait près de trois siècles qu'elle y a pris pied ; très classiquement de par l'intermédiaire de missionnaires, que de peu précèdent ou suivent des marchands.

Ainsi, le père jésuite Alexandre de Rhodes arrive en 1624 au sud de Tourane (Da Nang), à Faifo (Hoi An), alors principal port ; il sera le principal artisan de la mise au point du *Quoc Ngu*, l'alphabet vietnamien aujourd'hui utilisé. De Rhodes fera plusieurs séjours en Cochinchine et au Tonkin, où la première église est érigée en 1627 et où, entre 1627 et 1630, plus de 7 000 Vietnamiens seront baptisés. Ce prosélytisme sera perçu avec méfiance par les souverains locaux, qui y perçoivent une ingérence les menaçant et qui oscillent entre tolérance et répression.

Cette ingérence sera évidente un siècle et demi plus tard quand, nommé Vicaire apostolique de Cochinchine par le Pape, Mgr Pierre-Joseph-Georges Pigneau de Behaine s'installe en 1775 dans le delta du Mékong, région alors en pleine guerre civile et sujette à des attaques de pirates cambodgiens.

Appuyant un seigneur de la guerre, Nguyen Anh, le futur empereur d'Annam Gia Long, Pigneau de Behaine, lors d'un voyage en France accompagné du fils de Gia Long, obtient du roi Louis XVI la signature le 28 novembre 1787 d'un traité d'alliance avec l'Annam, la France apportant son aide à Gia Long et recevant en contrepartie le Port de Tourane et l'île de Poulo-Condore.

De retour en Cochinchine, avec 350 marins et 20 officiers de marine qui forment des soldats annamites et édifient un réseau de citadelles à la Vauban, telle celle de Saïgon, Pigneau de Behaine y mourra le 9 octobre 1799.

Pendant la Révolution française et l'Empire, la France, engagée dans de multiples guerres en Europe ou en Egypte, se désintéressera de la lointaine Indochine, abandonnant le port de Tourane et Poulo-Condore. Dans la première moitié du 19^e siècle, alors qu'elle commence la conquête de l'Algérie, sa présence en Indochine se bornera à l'envoi de missionnaires de la congrégation des «Missions étrangères de Paris» et de quelques conseillers militaires.

C'est la deuxième moitié du 19^e siècle qui sera l'époque de la conquête française de l'Indochine, alors divisée en un Empire d'Annam, hérité de Gia Long et, pour ses provinces septentrionales (Tonkin), vassal de la Chine, un royaume du Cambodge et un ensemble de principautés laotiennes vassales du Siam.

«L'UNION INDOCHINOISE»

C'est la question religieuse qui va fournir le prétexte de l'intervention française dans la péninsule indochinoise où, au milieu du 19^e siècle, il y a près de 300 000 convertis au catholicisme, avec des prêtres et évêques français et espagnols, ce qui suscite la méfiance des Vietnamiens ainsi que des harcèlements du pouvoir et des fonctionnaires impériaux d'Annam.

Arrière-petit fils de Gia-Long, monté sur le trône impérial d'Annam en 1847, l'empereur Tu Duc va faire exécuter en 1857 deux missionnaires espagnols. L'empereur français Napoléon III ayant autorisé une expédition punitive, un

corps expéditionnaire franco-espagnol s'empare de Tourane en septembre 1858.

Au terme d'une guerre difficile, du fait de la résistance annamite et durant laquelle Saïgon, My Tho, Vinh Long et Bien Hoa furent prises par les Français, l'empereur Tu Duc fut contraint de signer le 5 juin 1862 le traité de Saïgon. Traité par lequel l'Annam donnait totale liberté au culte catholique, s'engageait à payer une indemnité d'un million de dollars à l'Espagne et à la France et... céda à la France l'île de Poulo-Condore et 3 provinces du sud avec Saïgon, amorce de la colonie française de Cochinchine, étendue en 1867 à 3 autres provinces voisines.

Dès lors, les trois dernières décennies du 19^e siècle vont voir l'extension des possessions directes et indirectes françaises, dans la péninsule : dès 1863, un traité de protectorat est signé avec le roi du Cambodge, qui voit là un moyen de contrebalancer l'expansionnisme de son voisin de l'Ouest, le Siam.

Ce sont les attaques contre des navires marchands français de pirates chinois – les «Pavillons noirs» – installés au Tonkin, dans le nord de l'Indochine, qui sont à l'origine de «l'expédition du Tonkin» menée de 1883 à 1885, et en 1884-1885 d'une guerre franco-chinoise, la Chine affirmant sa suzeraineté sur le Tonkin et l'Annam ; lequel avait accepté d'être placé sous protectorat français.

Au terme d'opérations militaires tant au Tonkin qu'en Chine, parfois marquées par des revers français, tel celui de Lang Son le 30 mars 1885 qui entraîna en France la chute du ministre Jules Ferry, le traité de Tien Tsin, signé le 9 juin 1885 par la Chine, reconnut le protectorat français sur l'Annam et le Tonkin.

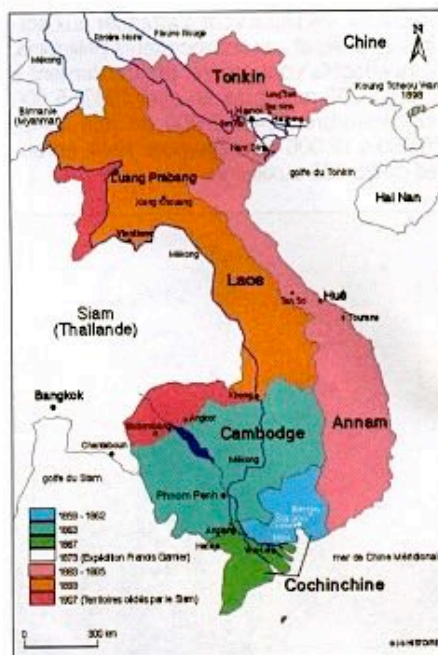
Dans l'intérieur de la péninsule, se heurtant au Siam, suzerain du royaume de Luang-Prabang, la France, au terme d'une guerre franco-siamoise en 1893, se voit reconnaître par le traité du 8 octobre 1893 le protectorat français sur la rive gauche du Mékong, baptisée Laos.

Au lendemain du Traité de Tien Sin lui ayant reconnu son protectorat sur le Tonkin et l'Annam, la France, leur joignant le Protectorat du Cambodge et sa colonie de Cochinchine, rassemble tous ces territoires – en 1899 leur sera ajouté le Laos – dans une «Union indochinoise» créée le 17 octobre 1887 ; avec pour capitale Hanoi, où réside le gouverneur général français, représenté dans chacun des territoires par un Résident général. Les souverains du Cambodge, de l'Annam et du Laos restent en place mais étroitement sous contrôle.

UNE COLONIE D'EXPLOITATION

Dès 1875 fut fondée la «Banque de l'Indochine», banque privée mais qui recevra le monopole d'émission de la piastre indochinoise, et qui sera présente dans la plupart des entreprises françaises qui s'installent dans la colonie tels Fives-Lille, la Société des Batignolles, le Crédit Lyonnais, la Société générale, ou, particulièrement intéressés par les plantations d'hévéa et le caoutchouc, la banque Rivaud et l'industriel Michelin...

Des investissements français massifs sont dirigés vers l'exploitation minière d'anthracite, les plantations d'hévéa, de thé, de café ou de tabac, les cimenteries, les brasseries. Saïgon va devenir en 1937 le 6^e port français... les surfaces irriguées pour la production de riz augmentent, quadruplent en Cochinchine et l'Indochine est le 5^e producteur.



En 1940, la population indochinoise est de l'ordre de 25 millions. Limité, 731 000 enfants sont scolarisés en son sein avec 16 000 enseignants, le système d'éducation coloniale – en français et en vietnamien utilisant le *Quoc ngu*, l'alphabet latin complété – va permettre la formation des cadres locaux dont l'administration et l'économie coloniale ont besoin ; car le nombre d'expatriés métropolitains ne dépasse pas en 1940 pour toute l'Indochine 40 000 personnes ; il y a en 1940 environ 5000 diplômés autochtones de l'enseignement supérieur, formés notamment par l'Université indochinoise à Hanoi.

L'économie coloniale, liée aux économies française et mondiale, sera sensible aux crises les affectant, telle celle de 1929 dont les contre-coups se font sentir en Indochine entre 1930 et 1934. De plus, privilégiant les besoins de la métropole, notamment en développant les plantations d'hévéa, elle va modifier en profondeur les structures traditionnelles, accroissant notamment le nombre de paysans pauvres et sans terre.

Ces mutations et crises vont susciter le développement du mouvement social et favoriser l'affirmation du sentiment national ; les deux pouvant fusionner face au pouvoir colonial.

LE MOUVEMENT NATIONAL

En décembre 1927 se constitue le Parti Nationaliste vietnamien (*Viet Nam Quoc Dan Dang*, VNQD), s'inspirant du *Kouo-Min-Tang* chinois, recrutant essentiellement parmi les enseignants et les sous-officiers de l'armée coloniale, les intellectuels du nord du pays. En février 1929, recruteur de main-d'œuvre français aux méthodes négrières, Alfred Bazin, directeur général de l'Office général de la main-d'œuvre indochinoise (OGMOI) est assassiné. Cela donne prétexte à l'administration coloniale à faire arrêter près de 400 des 1500 membres du VNQDD. Lequel, le 10 février 1930, lance à Yen Bai une insurrection, avec le concours de soldats annamites dissidents. L'insurrection est écrasée et Nguyen Thai Hoc, le leader du VNQDD, est capturé avec d'autres leaders du parti. Ils sont guillotins par les Français.

C'est en exil que naît en février 1930 à Hong-kong, en regroupant diverses organisations communistes préexistantes, le Parti communiste

LE DOSSIER : COLLABORATIONS ET RESISTANCES EN ASIE

indochinois, sous l'impulsion de Nguyen Ai Quoc, qui participa en France en décembre 1920 au congrès de Tours fondateur du Parti communiste français, et qui anima au début des années vingt à Paris le *Paria*, revue anticolonialiste. Le PCI tiendra son premier congrès en 1935 à Macao, colonie portugaise de Chine.

Le PCI va être mis en cause par le pouvoir colonial comme incitateur de l'insurrection paysanne qui débute en mars 1930 et se développe dans les provinces septentrionales de l'Annam, de Nghe An et de Ha Tinh. Au début en solidarité avec les cheminots de Vinh et les ouvriers des usines de bois de Benthuy, avant d'avancer des revendications spécifiquement paysannes, notamment un moratoire concernant le paiement des impôts. Les émeutes vont se multiplier et, dans plusieurs villages, sont mis en place des conseils («soviets») et des milices.

La répression va utiliser la Légion étrangère, et l'aviation, il y a aura 1 000 arrestations, 400 condamnations, notamment à l'envoi au bagne de Poulo Condore, 80 condamnations à mort. Arrêté à Saigon en avril 1931 par la sécurité française, Tran Phu, secrétaire général du Parti communiste indochinois, est exécuté le 6 septembre 1931.

D'autres mouvements sociaux auront encore lieu en 1936-1937 (grèves, occupations de terres...), mais, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, ayant réprimé toute contestation, et après qu'a pris fin une courte libéralisation locale pendant la période du Front populaire en France, le pouvoir colonial semble assuré. Le péril va venir de l'extérieur...

UN AMIRAL PÉTAINISTE

La déclaration de guerre de la France à l'Allemagne le 3 septembre 1939 n'eut pas localement de conséquences immédiates, si ce n'est que fin 1939, pour beaucoup recrutés de force, 20 000 Indochinois sont envoyés en France pour remplacer dans les entreprises de la Défense nationale les ouvriers mobilisés, ou pour développer la production.

En Indochine, depuis le 23 août 1939, le gouverneur général est le général Georges Catroux. C'est lui qui, alors que la défaite française face à l'Allemagne se concrétise dès le 17 juin 1940 par l'appel de Pétain à «cesser le combat» et la demande d'armistice, reçoit le 19 juin l'ultimatum des Japonais – qui ont 3 divisions massées dans le sud de la Chine à la frontière du Tonkin – enjoignant à la France de cesser tout commerce avec la Chine et d'accepter la présence à la frontière sino-indochinoise et à Haïphong de contrôleurs japonais. Les forces françaises air-mer-terre en Indochine se limitent à 32 000 hommes dont 18 000 Indochinois...

Catroux¹ rappelé en France, c'est un proche de l'amiral Darlan, n°2 du Régime pétainiste qui s'installe dans la zone non occupée de la France, l'amiral Jean Decoux, qui lui succède le 19 juillet 1940. C'est lui qui, plus de quatre ans durant, de bonne ou mauvaise grâce, sur instruction expresse du gouvernement pétainiste ou sur son initiative propre, va devoir répondre aux exigences grandissantes des Japonais : en septembre 1940, après de durs combats opposant à Langson des troupes nipponnes arrivant de Chine aux forces françaises, les Japonais obtiennent la disposition de 3 aérodromes et le droit de faire stationner 6 000 hommes au nord du Fleuve rouge ; en janvier 1941, les Japonais imposent à la France de céder à leur allié le Siam des provinces de l'Ouest du Cambodge et du Laos.

En juillet 1941, le Japon, qui se prépare à ses agressions contre les possessions anglaises et hollandaises du sud-est asiatique, obtient la possibilité de faire stationner 40 000 hommes en Cochinchine, d'y utiliser huit bases aériennes et deux bases navales. En octobre 1941, 63 000 japonais sont stationnés en Indochine, avec 350 avions et 250 blindés.

Dans la nuit du 7 au 8 décembre 1941, les Japonais ayant attaqué la base américaine de Pearl Harbour, ils occupent le consulat américain d'Hanoi... La Guerre du Pacifique a commencé et l'Indochine leur servira de tremplin, sécurisé par l'administration Decoux.

Car l'amiral Decoux a affirmé sa fidélité à l'Etat français, avec lequel les liaisons sont difficiles. Se multiplient les manifestations d'allégeance à Pétain, les Partis politiques sont interdits, ainsi que la franc-maçonnerie. La presse multiplie les louanges à l'égard du «Maréchal», la jeunesse est embrigadée par la «Jeunesse d'Outre-mer»...

Et puis surtout, Decoux, qui a proposé au gouvernement de Vichy – et aux Japonais – de monter une opération pour reprendre à la France libre la Nouvelle-Calédonie, va mener une lutte contre «la dissidence» et les «communistes».

LA RESISTANCE EN INDOCHINE

Parmi les Français d'Indochine, les «instituteurs communistes» ayant été renvoyés en France avant même 1939, l'opposition au régime pétainiste colonial se rattache à la France libre ; et son action est essentiellement la collecte de renseignements pour la France libre et les alliés. Ainsi, huit réseaux seront homologués après-guerre : 4 au sein du Service de renseignement inter-colonial («Giraud-Lan», «Graille», «Maupin-Levain» et «Mingant»), 3 parmi les civils («Nicolau-Bocquet» en Annam, «Plasson» au Cambodge, «Tricoire» à Tourane) et un réseau «action», le réseau «Bjerring» ; le réseau «Gordon» s'occupe de l'exfiltration vers la Chine d'aviateurs américains tombés en Indochine.

La répression permet de mesurer cette résistance au sein de la communauté européenne : à la date du 1^{er} octobre 1942, 197 fonctionnaires français ont été révoqués (et 167 indochinois). Les tentatives de ralliement à la France Libre – via la Chine – entraineront entre 1940 et 1944 une trentaine de condamnations pour désertion ou haute trahison..., nombreux seront les internements administratifs au camp de Long Xuyen, dans le Delta du Mékong.

D'une autre nature est le bagne installé dans l'île de Poulo Condore, avec ses «cages à tigre» qui rendirent parapligiques nombre de ceux qui y furent enfermés ; Le Phong Hong, le deuxième secrétaire général du PCI y décédera en septembre 1942. Ses successeurs, Ha Huy Tap puis Nguyen Van Cur, arrêtés par les services de sécurité français, seront fusillés à Saigon, comme l'avait été en 1941 Nguyen Thi Min Khai, l'épouse de Le Phong Hong, dirigeante du PCI à Saigon.

C'est que le PCI a créé dans la clandestinité en 1941 la «Ligue pour l'indépendance du Vietnam» (*Viet Nam Doc Lap Dong Minh Hoi*, alias le *Viet-Minh*), structure de rassemblement qui, sous la direction de Nguyen Ai



Ho-Chi-Minh

¹ Lors de son escale à Singapour, il se rallie à la France Libre.

Quoc rentré clandestinement en mai au Vietnam et qui a pris le nom d'«Ho-Chi-Minh», va mener conjointement au PCI le double combat contre les Japonais et le pouvoir colonial qui leur est de facto allié. Dans un contexte local et international qui va changer en septembre 1944, et encore plus en mars 1945...

LE «COUP DE FORCE NIPPON»

En France, le 20 août 1944, Pétain a été emmené par les Allemands à Belfort avant d'être transféré dans le Reich ; l'Etat français a vécu et l'amiral Decoux a perdu sa référence... Le 31 août, le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF), présidé par le général de Gaulle, s'est installé à Paris.

Le Comité national français avait, au lendemain de Pearl Harbour, déclaré la Guerre au Japon, et une Mission Militaire Française positionnée en Chine. Devenue en 1943 la «Mission 5», elle sera par ses liaisons clandestines avec l'intérieur le lien entre l'Indochine et Alger.

En juillet 1944, un envoyé du GPRF, François de Langlade, est parachuté au Tonkin et prend contact avec le général Mordant, commandant en chef des troupes françaises d'Indochine, rallié à la France Libre en octobre 1943, qui sera nommé le 23 août 1944 «délégué général du Comité d'action pour la Libération de l'Indochine», puis le 10 septembre, «Délégué général du GPRF».

Pour ne pas donner de prétexte d'intervention aux Japonais, l'amiral Decoux est maintenu formellement à son poste, de fait sous le contrôle du général Mordant. Cela ne suffira pas : le 9 mars 1945, à 19 h, l'ambassadeur japonais à Saigon remet un mémorandum à Decoux, lui enjoignant de placer les troupes françaises et indochinoises sous l'autorité du commandement japonais ; ce qui est inacceptable.

Le soir même, dans toute l'Indochine, les autorités civiles et militaires françaises sont invitées à un repas par les Japonais qui, à son issue, les capturent tandis que les garnisons françaises sont attaquées dans toute la péninsule ; celles qui résistent sont souvent massacrées, comme le furent le général Lemonnier et 400 hommes à Lang Son. C'est le «Coup de force japonais», l'Opération *Meigo Sakusen*, durant laquelle 3 000 militaires français sont tués en 48 heures ; 1 500 mourront dans les camps nippons de prisonniers placés sous l'autorité de la Kempeitei, tel celui de Hoa-Binh. Decoux et les résidents supérieurs au Tonkin en Annam, au Laos et au Cambodge sont arrêtés. Par centaines, des civils français sont incarcérés ; 300 meurent. Conduite par le général Alessandri, une colonne de plusieurs milliers d'hommes se réfugiera en Chine, au terme d'une marche de 1 000 km dans la montagne et la jungle.

Ce coup de force élimine le pouvoir colonial français, mais il ne modifie pas le contexte stratégique international qui se dégrade pour le Japon. Lequel va tenter une manœuvre politique : accorder l'indépendance au Vietnam sous l'empereur Bao Dai, au Cambodge avec Norodom Sihanouk et au Laos, où le roi Sisavang Vong se montre réticent à l'initiative japonaise.

Le 22 décembre 1944, le dirigeant militaire du Vietnam, Vo Nguyen Giap, avait créé la «Brigade de propagande armée pour la libération du Vietnam», elle passe à l'insurrection armée généralisée sur tout le territoire vietnamien en août 1945. Le 19 août, les troupes japonaises font leur reddition au Vietnam, le 2 septembre Ho Chi Minh proclame à Hanoi l'indépendance de la République du Vietnam.

Une autre période, celle de la décolonisation de l'Indochine commence...

HONG-KONG

Au XIX^e siècle, l'expansion coloniale européenne se développe en Chine continentale : présents à Macao depuis le XVI^e siècle, les Portugais s'en voient en 1887 accorder la possession perpétuelle par le traité sino-portugais de Pékin. En 1898, l'Allemagne obtient la cession pour 99 ans de la baie de Kiautschou (Tsingtao) sur la côte de Chine du Nord sur celle de Chine du Sud, la France obtient, aussi en 1898 et pour 99 ans, séparée du Tonkin par l'île de Hainan et la péninsule de Leizhou, la baie de Kouang-Tchéou-Wan (1 300 km²) ; où elle construit Fort-Bayard¹.

L'installation des Britanniques à Hong-Kong est plus ancienne : à l'issue d'une guerre victorieuse (« Guerre de l'Opium ») contre la Chine, la Grande-Bretagne se fait par le traité de Nankin (1842) céder à perpétuité l'île de Hong-Kong, où elle installe une colonie. A la suite d'une seconde « Guerre de l'Opium » (1856-1858), la Convention de Pékin (1860) accorde à la Grande-Bretagne un bail perpétuel sur la Péninsule de Kowloon et, en 1898, la « Convention de l'extension » lui loue pour 99 ans les « Nouveaux Territoires » sur le continent.

Totalisant 1 104 km², le Hong-Kong britannique, devenu un des grands ports du Pacifique occidental, abrite en décembre 1941 environ 1 600 000 habitants, essentiellement chinois, avec une population britannique civile et militaire notable que vinrent renforcer à l'automne 1941, face à une menace japonaise grandissante, des contingents canadiens et indiens, ainsi qu'une milice locale, le « Hong-Kong Volunteer Defence Corps » ; notons, parmi la population européenne de Hong-Kong, la présence de 120 Français.

LES FRANÇAIS LIBRES AU COMBAT

Dès le 20 juin 1940, Consul général de France à Hong-Kong, Louis Reynaud, avise Londres que, groupée autour de lui, « la Colonie française de Hong-Kong s'indigne contre toute idée d'armistice et de paix séparée, et se révolte à la pensée d'une telle trahison qui déshonorerait la France... ». Le gouvernement pétainiste va bientôt couper les vivres au Consulat général...

Le 19 septembre 1940 est créé sous la présidence d'un architecte, Louis Biau, le « Comité France Libre de Hong-Kong », qui publie la revue mensuelle *France Libre*. Une quarantaine de Français rejoignent le « Hong-Kong Volunteer Defence Corps » ; ils vont bientôt avoir à combattre.

Le 8 décembre 1941, au lendemain de l'attaque contre la base aéronavale américaine de Pearl Harbour à Hawaï, les forces japonaises – 50 000 hommes – attaquent Hong-Kong défendue par 15 000 militaires, volontaires et supplétifs chinois. Après 17 jours de bataille, Hong-Kong capitule.

Frédéric Jocosta a été tué au combat le 19 décembre, Armand Delcourt, blessé au ventre de deux coups de baïonnette, fait prisonnier, a été achevé le 21 décembre d'une balle dans la tête.

Neuf Français libres seront prisonniers de guerre et internés - ainsi que des civils - dans des camps, tels celui de Stanley ou celui de Sham Shui Po, où décédera Pierre Matthieu le 27 août 1943. Henri Belle mourra en 1944 en déportation au Japon, Paul de Roux, directeur local de la Banque d'Indochine, résistant arrêté par la Kempeitai, la Gestapo japonaise, mourra à Hong Kong sous la torture le 19 février 1944.

Dans les Nouveaux territoires, au sein de la population chinoise se sont mis en places des réseaux de Résistance du Parti communiste chinois.

TAIWAN

Peuplée initialement par des aborigènes parlant des langues austronésiennes, apparentées aux langues malayo-polynésiennes, l'île de Taïwan, à 160 km à l'est de la Chine continentale, passe au XV^e siècle dans la mouvance de la Chine, qui entreprend d'y transférer des populations. Approchée au milieu du XVI^e siècle par les Portugais qui lui donnent le nom de « Formosa » (« Belle île »), l'île va être en 1616 l'objet d'une – première et infructueuse – tentative du Japon de s'en emparer. En 1624, les Hollandais installent un premier fort, suivis en 1628 par les Espagnols, qui resteront 20 ans dans l'île ; les Hollandais quitteront définitivement en 1668 Taïwan, où un pirate chinois, Koxinga, établit un Royaume. En 1693, la Chine conquiert Taïwan sur le régime Koxinga et va en garder le contrôle jusqu'à sa défaite en 1895 dans la guerre qui l'oppose à l'Empire Nippon. Le traité de Simonoseki qui y met fin cède alors « à perpétuité » au Japon Taïwan et les îles Pescadores (Peng-hu), situées dans le détroit de Formose.

Refusant les termes de ce traité, des Taïwanais proclament le 25 mai 1895 la « République démocratique de Taïwan », que les troupes japonaises écraseront dès le 7 juin suivant ; toutefois, des guérillas antijaponaises subsisteront jusqu'en 1902 et des soulèvements armés éclateront périodiquement jusqu'en 1916.

Peuplée au début du XX^e siècle de près de 3 000 000 de Chinois et aborigènes d'origine polynésienne, Taïwan va, pendant un demi-siècle, être une colonie japonaise de peuplement placée sous l'autorité d'un gouverneur général nippon, et mise en coupe réglée pour devenir une colonie agricole japonaise.

Dans les années 1920 se développe dans l'île un mouvement identitaire : en octobre 1921 se crée l'Association culturelle de Taïwan, en juin 1926 l'Association des Paysans de Taïwan, en février 1928 l'Association des Travailleurs de Taïwan, et en avril 1928 le Parti communiste de Taïwan¹. L'orientation à gauche – et favorable à l'indépendance de Taïwan – de ces diverses associations conduira les dirigeants de droite de l'Association culturelle à la quitter pour fonder en 1927 l'Association pour l'autonomie locale de Taïwan, tolérée par les Japonais jusqu'en 1937.

En octobre 1930, la répression par les Japonais – avec l'emploi d'armes chimiques – d'une révolte des aborigènes à Wushe fera 1 000 morts...

Entre juin 1931 et 1933, 107 membres du Parti communiste de Taïwan sont arrêtés par la police japonaise et condamnés jusqu'à 15 ans de prison ; certains y décéderont. A la fin de l'année 1931, les leaders de l'Association culturelle sont eux aussi arrêtés, et l'association cesse ses activités. Le Parti communiste taïwanais lui-même cesse d'être une force organisée. De 1937 jusqu'à sa capitulation en 1945, le militarisme japonais va entreprendre de « nipponiser » les Taïwanais, leur enjoignant de prendre des noms japonais, de porter des vêtements japonais, d'observer les rites religieux japonais shintoïstes et le culte de l'Empereur, etc.

À partir de 1943, le Japon fait appel à des jeunes de Taïwan comme main-d'œuvre. Ainsi, 8 400 jeunes Taïwanais seront envoyés travailler à l'arsenal de Koza près de Yokohama ; de jeunes Taïwanaises, raflees, seront des esclaves sexuelles de l'armée nipponne sous le vocable de « femmes de réconfort ».

A l'issue de la Guerre, les 200 000 Japonais présents à Taïwan furent rapatriés au Japon et l'île réintégrée à la Chine.

¹ Le Parti communiste de Taïwan a été fondé le 5 avril 1928 dans la concession française de Shanghai, sous l'égide de l'Internationale Communiste et en présence d'un communiste coréen, d'un représentant communiste chinois et d'un représentant communiste japonais, par sept Taïwanais, dont une femme, qui sera la principale dirigeante du parti, Hsieh Shue-hong.

Placé sous la supervision du P.c.japonais – Taïwan est possession japonaise –, le Parti communiste de Taïwan, qui s'affranchira en 1931 de la tutelle du P.cj, se réfère au concept de « Nation taïwanaise » (Taiwan Minzu), se prononce alors pour la libération de l'île de la domination japonaise et intègre dans ses statuts et son programme l'établissement d'un Etat républicain taïwanais indépendant, l'abolition des lois anti-ouvrières et anti-paysannerie, la journée de travail de sept heures, la liberté de grève, de rassemblement et de manifestation, l'établissement de relations avec l'Union soviétique, le soutien à une révolution en Chine. Le Parti communiste de Taïwan va agir notamment à travers l'Association culturelle taïwanaise, ses militants seront actifs dans le mouvement ouvrier et animeront des mouvements sociaux sans lendemains dans les mines de Chilung, chez les imputeurs, les cheminots de Kiaoshung. Il jouera jusqu'en 1931 un rôle dirigeant au sein de l'Association des Paysans de Taïwan.

² Aujourd'hui, siège du gouvernement nationaliste chinois depuis 1947, Taïwan est de facto un Etat quasi-indépendant.

KOUANG-TCHEOU-WAN

Le territoire de Kouang-Tcheou-Wan (250 000 h), sous autorité française depuis avril 1898, est une dépendance de l'Indochine Française et restera en 1940 fidèle au régime pétainiste. Le 21 février 1943, les Japonais occupent le territoire, installent leur quartier général au Lycée Pasteur à Fort Bayard et contraignent le gouvernement pétainiste à annoncer le 30 juillet sa rétrocession au gouvernement chinois pro-japonais de Nankin ; elle sera effective en juillet 1945. Le dernier administrateur français, Adrien Roques, sera, après le coup de force des Japonais en Indochine, emprisonné du 10 mars au 18 août 1945.

¹ La France administrera aussi des « concessions » (quartiers) à Canton, Shanghai, Hankéou, Tientsin, occupées par les Japonais en 1943.

LE TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL DE TOKYO

C'est lors de la conférence tenue au Caire du 22 au 26 novembre 1943 entre Franklin D. Roosevelt, Winston Churchill et Tchang Kai-Chek, que fut décidé de contraindre le Japon à une reddition inconditionnelle, la restitution à la Chine des territoires chinois occupés (Mandchourie, Taiwan...), le retour de la Corée à l'Indépendance et de punir l'agression japonaise.

Ces résolutions seront réaffirmées après l'effondrement de l'Allemagne nazie par la conférence qui réunit du 17 juillet au 2 août 1945, à Potsdam près de Berlin, Joseph Staline (URSS), Harry Truman (USA) et Winston Churchill/Clément Attlee (Grande-Bretagne)¹, qui le 26 juillet envoie un ultimatum au Japon.

Parallèlement à la Conférence des Chefs d'Etat à Potsdam va se réunir une Conférence à Londres réunissant du 26 juin au 8 août 1945 les mêmes puissances alliées plus la France, et dont l'accord final se fait sur la mise en place d'un Tribunal militaire international devant lequel devront être déferés les «grands criminels, dont les crimes sont sans localisation géographique précise».

Vont être ainsi définis le statut du Tribunal, sa composition et ses règles de procédure d'instruction, de débats et de jugement, ainsi que les 3 chefs d'accusation dont auront à répondre les Criminels de Guerre :

Crimes contre la Paix, «c'est-à-dire la direction, la préparation, le déclenchement ou la poursuite d'une guerre d'agression, ou d'une guerre en violation des traités, assurances ou accords internationaux, ou la participation à un plan concerté ou à un complot pour l'accomplissement de l'un quelconque des actes qui précèdent».

Crimes de Guerre, «c'est-à-dire les violations des lois et coutumes de la guerre. Ces violations comprennent, sans y être limitées, l'assassinat, les mauvais traitements et la déportation pour des travaux forcés ou pour tout autre but, des populations civiles dans les territoires occupés, l'assassinat ou les mauvais traitements des prisonniers de guerre ou des personnes en mer, l'exécution des otages, le pillage des biens publics ou privés, la destruction sans motif des villes et des villages ou la dévastation que ne justifient pas les exigences militaires».

Crimes contre l'Humanité, «c'est-à-dire l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation, et tout autre acte inhumain commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux, lorsque ces actes ou persécutions, qu'ils aient constitué ou non une violation du droit interne du pays où ils ont été perpétrés, ont été commis à la suite de tout crime rentrant dans la compétence du Tribunal, ou en liaison avec ce crime».

Ces décisions de l'Accord de Londres et ces trois chefs d'accusation qui y sont définis vont être fondateurs de la mise en place et des travaux du Tribunal militaire international de Nuremberg qui, du 20 novembre 1945 au 30 septembre 1946, jugera les grands criminels de guerre nazis, ils inspireront le jugement des criminels de guerre nippons

LE TRIBUNAL DE TOKYO

Le **TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL POUR L'EXTRÊME ORIENT (TMIEO)** mis en place le 19 janvier 1946 pour juger les criminels de guerre japonais va comprendre - sous la présidence de l'Australien William Webb - des juges de dix autres pays, Etats-Unis, Union Soviétique, Royaume-Uni, Pays-Bas, Chine, Nouvelle-Zélande, Canada, Philippines, Inde et France, représentée par le juge Henri Bérard, magistrat colonial rattaché à la France Libre dès août 1940 et condamné par contumace par le régime pétainiste, assisté de Robert Oneto, procureur de la République à Melun.

Une liste de 3 147 suspects avait été établie avant la défaite du Japon, et portée à près de 9 000 après. Un cinquantaine de tribunaux militaires alliés, répartis dans les pays victimes du Japon prononcèrent plus de 600 peines de morts.

Les prévenus vont avoir à répondre des agressions contre la Chine, Les Etats-Unis, la Malaisie, la Birmanie, les Philippines, les Indes néerlandaises et l'Indochine française, d'innombrables massacres de masse de civils, de mutilations, de viols, d'actes de torture et assassinats à l'encontre de prisonniers de guerre, de la réduction de populations en esclavage économique (pillage des ressources) ou sexuel («femmes de réconfort»)...

¹ Harry Truman a remplacé Franklin D. Roosevelt, décédé le 12 avril 1945, et Clément Attlee a remplacé pour la fin de la Conférence Winston Churchill, battu aux élections britanniques du 5 juillet 1945 et démissionnaire le 26 juillet suivant.



Le général Tojo



La salle d'audience du Tribunal de Tokyo

Au total, environ 6 000 000 de Chinois, de Malais, d'Indonésiens, de Coréens, de Birmans, de Philippins et d'Indochinois, ainsi que des prisonniers de guerre et civils occidentaux. Les «Oradour», «Lidice», «Baby-Yar» furent légion dans la «Grande Asie» sous domination japonaise.

Sont déferés devant le Tribunal de Tokyo 28 hauts responsables civils et militaires nippons, dont 4 anciens premiers ministres (Hiranuma, Hirota, Koiso et le général Tojo), quatre ministres de la Guerre (Araki, Hata, Itagaki et Minami), six généraux (Doihara, Kimura, Matsui, Muto, Sato et Umezumi) ainsi que trois ministres des Affaires étrangères, deux ministres de la Marine, un amiral, un garde des sceaux, un colonel, deux ambassadeurs, un idéologue radical, trois hommes d'affaires.

Au terme des débats, commencés le 3 mai 1946 et qui prirent fin le 6 avril 1948, fut rendu public, du 4 au 12 novembre suivant, le jugement qui condamnait à mort les anciens premiers ministres Koki Hirota et Hideki Tojo, l'ex ministre de la Guerre Seishiro Itagaki, et les généraux Doihara, Kimura, Matsui et Muto, qui furent tous pendus le 23 décembre 1948 et incinérés ; leurs cendres étant dispersées dans la baie de Tokyo.

Deux des autres prévenus décédèrent en prison durant le procès, l'un fut interné dans un asile. Quant aux 15 autres, l'un fut condamné à 7 ans de prison, un autre à 20 ans et tous les autres à la perpétuité ; une perpétuité qui s'achèvera en mars 1956 avec la libération du dernier condamné encore en prison, Kenro Sato.

UNE EPURATION TRES INCOMPLETE

Remarquons que la clé de voûte du militarisme japonais, l'Empereur Hiro-Hito, fut à la demande expresse de Mac-Arthur, proconsul américain au Japon, exonéré de toutes poursuites, de même que les responsables des complexes industriels japonais - les *zaibatsu* - tels Mitsubishi, Nissan, Mitsui ou Toshiba, impliqués dans la fabrication de l'armement japonais et qui eurent recours à des travailleurs forcés dans les usines implantées dans les colonies comme le Mandchoukouo.

De même que furent «ignorés» dans les débats du Tribunal de Tokyo les crimes de l'Unité 731 de l'Armée impériale, basée à Kharbin dans le Mandchoukouo, et qui sous le commandement du général Shiro Ishii mena des expériences chimiques et biologiques sur plusieurs milliers d'hommes, femmes et enfants (60 % de Chinois, 30 % de Russes, 10 % d'originaires du Sud-est asiatique et du Pacifique, prisonniers alliés) à qui furent notamment inoculés la peste, la variole, le choléra, sur qui furent pratiquées des vivisections. Ishii, protégé par les services américains, est mort en 1959...

Seuls 12 médecins membres de l'Unité 731, faits prisonniers par les Soviétiques, eurent à répondre du 25 au 30 décembre 1949 de leurs crimes devant le **TRIBUNAL MILITAIRE DE KHABAROVSK**.

Le 11 janvier 1946, le **TRIBUNAL DE MANILLE** condamna à mort le général Homma, responsable de la marche de la mort de Bataan, et qui fusilla le 3 avril suivant avec son collègue Tomoyuki Yamashita.

En Indochine fut créé le 19 janvier 1946 par le Haut-Commissaire français un Service des crimes de Guerre, préparant la mise en place du **TRIBUNAL MILITAIRE PERMANENT DE SAIGON**, qui notamment condamna à mort et fit exécuter le 12 août 1947 un capitaine japonais coupable du viol et du meurtre de deux jeunes françaises, ainsi que le lieutenant-colonel Shigeoru, chef d'état-major de la division japonaise venue de Chine attaquer les Forces françaises lors du coup de force du 9 mars 1945. D'autres **TRIBUNAUX MILITAIRES (LABUAN, GUAM...)** jugèrent des criminels de guerre jusqu'en 1949.

12^E STAGE NATIONAL DE L'ANACR



Les intervenants : de gauche à droite, Bruno Kartheuser, Charles Sancet, Paul Gos, Claude Pennefier, Jacques Weiller, Louis Cortot



Le 12^e Stage national de formation de l'ANACR s'est tenu du 15 au 16 mai 2015 à l'Auberge de Saint-Denis, un équipement au sein d'un petit parc conjuguant salles de conférence, de restauration, de visionnage et hébergements, où depuis douze ans se déroulent les stages de l'ANACR. Y participèrent Yvette ANDRE (Loir-et-Cher), Chloé CADET (Aisne), Huguette CHABAN (Seine-Saint-Denis), Jean-Louis CORTOT (Paris), Alain EDY (Seine-Saint-Denis), Françoise FENIGCHTEIN (Haute-Garonne), Alain FORT (Haute-Garonne), Robert FOREAU-FENIER (Aisne), Paul GOS (Ariège), Chantal GUILLAUBEZ (Ain), Jean-Pierre GIMBERT (Seine-Saint-Denis), Garance HERBILLON (Jura), Jean-Claude HERBILLON (Jura), Bruno KARTHEUSER (Belgique), Raymonde LAVENAIRE Seine-Saint-Denis), Yvette LESAGE (Hautes-Pyrénées), Ghislaine MONTSARRAT (Ain), Claude MOREL (Hauts-de-Seine), Michel PEGON (Val-d'Oise), Jean-Luc PRIEUR (Yonne), Roseline SARRAZIN (Jura), Louis SEGRESTAN (Seine-Saint-Denis), Michèle SOULT (Charente), Christiane TARDIF (Essonne), Corinne TALON (Seine-Saint-Denis), Marie-Jeanne TRICARD (Haute-Vienne), Jacques VARIN (Paris), Gaëlle VERDY (Hauts-de-Seine) Jean-Michel VOLLAND (Ain).

Le stage fut ouvert vendredi 15 mai à 10 h 30 par Jacques VARIN, qui retraça l'historique de l'ANACR, depuis la création en 1945 de l'Amicale des anciens FTP jusqu'au premier congrès de Limoges en 1954, décidant la création de l'ANACR sur une base de rassemblement pluraliste de tous les courants et formes de lutte de la Résistance, et au second de 2006 qui fit entrer dans l'Association les « Ami(e)s de la Résistance ». Il souligna le rôle joué par trois hommes dans cette création et dans le développement de l'ANACR : Pierre Villon, Jacques Debu-Bridel et Charles Fourmier-Bocquet. Il évoqua les grandes batailles contre le réarmement allemand, pour les Droits des Résistants, contre les résurgences du fascisme et pour l'instauration d'une Journée nationale de la Résistance ; et le rôle des Ami(e)s de la Résistance.

En début d'après-midi, Bruno KARTHEUSER, auteur de plusieurs ouvrages consacrés aux crimes de la Wehrmacht et des SS dans le Limousin et sur la Résistance dans la région - « Crime sans Châtiment », « les Pendaions de Tulle », « Caulet dit Laurent » - vint évoquer ces pages douloureuses mais aussi glorieuses de notre Histoire. En seconde partie d'après-midi, Charles SANCET, secrétaire général de « Libération Nationale PTT », retraça la place des plus importantes prise dans la Résistance des PTT par les femmes auxquelles il a consacré un livre, évoquant la figure de plusieurs d'entre elles.

Samedi matin, Paul GOS, Président de l'ANACR de l'Ariège évoqua la Résistance ariégeoise et le travail de mémoire du comité de l'ANACR, dans le cadre de la Journée Nationale de la Résistance, de la Journée mémoire avec conférence et « Trail du maquis », la réalisation d'un « docu-fiction » réalisé par des adolescents sur la Résistance dans la vallée du Douctouyre... Puis en seconde partie de matinée, Claude PENNETIER, animateur de l'équipe du « Maitron », dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, vint présenter « Les Fusillés », volumineux ouvrage de plus de 4 000 biographies de fusillés après « jugement » par les tribunaux militaires allemands, les critères retenus par l'occupant pour prononcer la sentence fatale.

Samedi après-midi, Jacques WEILLER, vice-président de l'UFAC - et de l'ANACR - vint évoquer les mutations du monde combattant, avec la disparition de la génération des « 39-45 », l'érosion démographique de celle des Anciens d'Algérie, avec les conséquences que cela peut avoir sur le mouvement associatif, sur l'UFAC, l'ONAC, le Secrétariat d'Etat et sur le travail de mémoire.

Puis, en seconde partie d'après-midi, Jacques VARIN retraça l'Histoire du Front National lepeniste, ses racines puisant dans le pétainisme et la collaboration, ses liens avec l'extrême-droite radicale, ses passerelles avec des formations de droite plus classique, le danger que son idéologie représente, le trompe-l'œil du nouveau langage frontiste « bleu marine ».

Dimanche matin, après que Louis CORTOT a évoqué en conclusion du stage l'année 1945, riche en événements majeurs tels la Victoire sur les fascismes nazi et japonais, la mise en œuvre des premières mesures du Programme du CNR, se déroula devant la stèle Jean Moulin à Saint-Denis une cérémonie d'hommage au fondateur du CNR, en présence de Florence Haye, première adjointe au maire, de Jaklin Pavilla, Fabienne Soulas, Vincent Huet, adjoints au maire, Zaïa Boughilas, conseillère déléguée à la Vie associative et aux Anciens Combattants. Puis les participants se rendirent sur la sépulture d'Auguste Gillot, ancien membre du CNR et maire de Saint-Denis.

Un repas amical clôtura dimanche midi ces trois riches journées.

Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération. La Di-

rection Nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Roger BRAZZINI (Seine-Saint-Denis)

Né le 4 octobre 1917 à Paris 12^e, Roger Brazzini, troisième fils d'un immigré italien ébéniste qualifié, devint apprenti tourneur-robinetier à l'âge de 13 ans, puis il se forma au métier de tourneur-mécanicien. Il travailla six ans dans la robinetterie puis fut embauché dans une usine mécanique de Stains le jour-même où y débutait la grève de la fin mai 1936. Il adhéra au Parti communiste et aux Jeunesses communistes (JC) pendant la grève, et devint dès 1937 pour la région Paris-Nord secrétaire des JC, dont il fut élu au comité national.

Réformé temporaire en septembre 1939, à cause d'une otite mal soignée, il fut arrêté le 13 mars 1940 pour «propagande illicite et reconstitution de ligue dissoute», et enfermé à la prison de la Santé. Evacué de la Santé au moment de l'exode, il s'échappa dans la région de Briare et rentra à pied en Région parisienne, où il reprit son travail et son activité militante. Jugé à Périgueux, il fut condamné par contumace à cinq ans de prison, et déchu de la nationalité. Prévenu par son frère que des policiers s'étaient présentés à son domicile, il put se sauver de son usine et rentra en clandestinité. Recevant ses instructions de Lucien Dorland, il reconstitua plusieurs groupes de jeunes communistes, et fut à nouveau condamné par contumace. On lui confia alors, en équipe avec André Merlot, le transport de matériel de propagande par valises sur la ligne de démarcation, à Montceau-les-Mines, où ils remettaient leur chargement à Jean Lautissier, qui le redistribuait en Zone Sud.

Il participa à la reconstitution du PC en Gironde et en Charente-Maritime, il était en 1941 dans les Landes et fit l'objet de trois mandats d'arrêt le 5 et 12 décembre 1940 et le 30 avril 1941 et d'une circulaire de recherche en février 1942. Fin 1941 la direction des JC l'avait en effet envoyé renforcer l'inter-région de Bordeaux. Il travailla sur différents chantiers, comme serrurier, comme bûcheron, comme vendangeur, organisa la diffusion de propagande et participa à des actions de sabotage. Après qu'un ami cafetier l'eut prévenu que la police le recherchait, il fut affecté à la région de La Rochelle en mai 1942. Là encore, après avoir tenu près d'un an, il manqua de peu de se faire arrêter, par la Gestapo qui l'attendait au bureau du chantier où il travaillait. Il s'enfuit en toute hâte sur son vélo. Coupé de tous contacts, il rejoignit Paris puis alla travailler dans des fermes en Vendée, où il reprit finalement contact avec la Résistance des Francs-Tireurs et Partisans, et participa à plusieurs combats de maquisards en août 1944 ainsi qu'à la libération de Melle, dans les Deux-Sèvres. À la Libération, il ne reprit que quelques mois son emploi d'ouvrier. À la fondation en avril 1945 de l'UJRF (Union de la Jeunesse républicaine de France), il en devint permanent, secrétaire adjoint de la région Paris-Nord. Elu conseiller municipal de Pierrafitte, il participa en juillet 1945 aux États-généraux de la Renaissance française. Après avoir été un temps directeur de la gestion de *Filles de France*, l'organe de l'Union des Jeunes Filles de France (UJFF), on fit appel à lui pour organiser les services de santé de Blanc-Mesnil, avec ce qui relevait du bureau de bienfaisance, et notamment le tout nouveau centre médico-social, dont il occupa pendant 35 ans, jusqu'à sa retraite en 1983, la fonction de directeur administratif.

Parallèlement, il continua pendant à son congrès une vingtaine d'années à assurer des

responsabilités au PCF. Très actif dans la transmission de la mémoire, appartenant depuis sa fondation à l'ANACR dont il était un des principaux dirigeants en Seine-Saint-Denis, il était entré en 1992 au congrès de Brest à son Conseil National. Il était Chevalier de la Légion d'honneur, titulaire des Croix du Combattant et du Combattant Volontaire de la Résistance.

René LE PREVOST (Paris)

Né le 19 septembre 1918 à Paris, René Le Prévoist quitte l'école à 12 ans, et dès octobre 1930 il travaille comme garçon boucher rue de Crimée à Paris 19^e. Appelé au service militaire – de deux ans à l'époque – alors qu'il n'a pas 20 ans, il est sous les drapeaux quand la guerre éclate en septembre 1939. Envoyé d'abord sur la ligne Maginot dans l'Est de la France, il est engagé dans les combats contre les troupes allemandes qui envahissent la France par la Belgique. Alors que Pétain a appelé le 17 juin les soldats à déposer les armes, son unité continue à se battre. Le 26 juin, il est fait prisonnier et interné d'abord à Verdun puis à Bathorn en Allemagne. Durant près de 2 ans, René subira travaux forcés et brimades. C'est un insoumis : à deux reprises il tentera de s'évader, ce qui lui vaudra d'être puni et menacé d'être déporté dans le camp de représailles allemand pour prisonniers de guerre de Rawa-Ruska. Ayant eu connaissance de l'exécution de Châteaubriant et connaissant plusieurs des martyrs, il décide de tenter une 3^e évasion, afin de reprendre le combat en France. Profitant d'une corvée à l'extérieur du camp, il s'échappe en avril 1942 et réussit à rejoindre Paris, où il arrive en civil, débarrassé de ses vêtements militaires et muni d'un peu d'argent grâce à l'aide trouvée sur son chemin à travers la Hollande et la Belgique, durant les jours de marche forcée. A Paris, il retrouve rapidement le contact avec ses anciens camarades des Jeunesses communistes d'avant-guerre et reprend avec eux la lutte clandestine. On lui confie des responsabilités dans la région Paris-Nord. Au cours de l'année 1943, la police opère des arrestations auxquelles René Le Prévoist parvient à échapper. Doublement recherché comme résistant et prisonnier évadé, il est mis au vert pendant un certain temps, et reprend du travail sous de fausses identités en évitant de rendre visite à sa famille, chez laquelle la police est venue perquisitionner. En août 1944 à la Libération, René Le Prévoist participe à l'insurrection parisienne. Après guerre et quasiment jusqu'à ses derniers jours, jusqu'à ce que la maladie l'en empêche, il fut militant actif de la mémoire. Longtemps Président du Comité ANACR de Paris 19^e, il le deviendra aussi du Comité de Paris. René Le Prévoist était entré au Conseil National de l'ANACR à son congrès de Vichy en 1994. A l'annonce de son décès le 1^{er} mai 2015, le secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants et à la mémoire lui rendit hommage.

Roger BIELLE (Gironde)

Né le 25 août 1928, Roger Bielle est disparu en décembre dernier. Agé de 14 ans en 1942, il diffuse déjà des tracts appelant les patriotes à rejoindre la Résistance, en particulier le maquis d'Aiguillon, avec des passages en Zone non occupée accessible grâce au laissez-passer scolaire. En 1943, il déroba des armes aux Allemands dans le parc de Bouran et en juin 1944, il entra aux FTP. Le 14 juillet suivant, il participait

au dépôt d'une gerbe devant le domicile d'un officier supérieur de la Kriegsmarine. Après la libération de Bordeaux, il participa au déminage à Mimizan. Handicapé par son jeune âge qui ne lui permettait pas de s'engager comme il le souhaitait, il falsifia sa carte d'identité. Ce fut alors le 123^e R. I dans le Médoc, puis la campagne d'Italie du Nord et l'occupation de l'Allemagne, gardant, en particulier, les prisonniers nazis au camp de Fribourg. Ancien international de lutte, il fut dix-neuf fois champion de France et sélectionné olympique (1952-1956-1960). Il était Président de l'Association des combattants moins de 20 ans de Mérignac.

Guy RANOUX («Mickey»), René DELCOMBEL, Gilles POURQUIER, Guy LEMONNIER, Robert LORBLANCHET (Dordogne)

Né le 15 octobre 1921, Guy Ranoux fit un apprentissage de mécanicien. En 1941, c'est le départ pour les Chantiers de Jeunesse à Argelès-sur-Mer où il passera 8 mois. De retour dans ses foyers, il trouva du travail à Brive mais, début 1943, il reçoit une convocation pour se rendre à Toulon, requis à l'Arsenal ; convocation annulée quelques jours plus tard et remplacée par une autre, à destination de l'Allemagne. Refusant de répondre à cette nouvelle convocation, il décide – avec l'approbation de leur père – avec son frère Roger, le futur «Hercule», de partir vers un maquis de Haute-Corrèze ; c'est ainsi que fin mars 1943 ils partent pour Tulle. De là, après avoir rejoint un accompagnateur, quelques péripéties et une longue marche à pied, ils sont mis en présence de Léon Lanot qui dirige un campement FTP dans le secteur de Clergoux. Immédiatement intégrés au groupe, ils vont devoir pour des raisons de sécurité prendre un pseudonyme : Roger deviendra «Hercule» et Guy, de plus petite taille sera «Mickey». Dès lors, commence pour eux les très dures conditions de la clandestinité et l'apprentissage de la guérilla. Un peu plus tard, l'arrivée ultérieure et massive de jeunes réfractaires au STO va contraindre les responsables à fractionner les effectifs afin de pouvoir préserver l'indispensable mobilité des détachements. C'est dans ces conditions que va être créé le détachement «Lucien Sampaix», dont la responsabilité sera confiée à «Hercule», avec à ses côtés «Mickey». Le nouveau détachement ira s'installer près des Gorges de Gimel où il restera près de 3 mois. Très recherché par la police, le groupe devra fréquemment changer de campement. Fin 1943 Hercule et son groupe souhaitent revenir en Dordogne et s'installer dans le secteur de Terrasson, où il n'y a pas encore de maquis F.T.P. Cette proposition étant acceptée par l'état-major, l'opération se fera en deux temps. D'abord «Hercule» et son adjoint «Mimile», cachés sous la bâche d'un camion, viendront à Terrasson pour prendre contact avec la Résistance locale, tandis que «Mickey» conduira sa troupe, forte de 17 combattants, en trois étapes jusqu'à Chavagnac, où ils passeront la nuit du 22 décembre 1943 dans une grange amie. Le lendemain, ils poursuivront leur route pour s'installer à Maison Seule, près de Coly. Après quelques jours de repos, leur expérience de la lutte clandestine en Corrèze, va très vite être mise en application. Les sabotages vont se développer pour atteindre une très grande ampleur au fil des semaines et des mois à venir. Avec l'arrivée de la sinistre division Brehmer, les maquisards, ne pouvant se mesurer à la puissance de feu des occupants, sont

contraints de se retirer vers des secteurs plus tranquilles, en attendant que l'orage passe. Le calme revenu, et avec l'arrivée dans les maquis de nouveaux jeunes réfractaires, l'état-Major décide la création du 1^{er} Bataillon F.T.P., qui comprendra 3 compagnies (221^e, 222^e et 223^e). Cette nouvelle formation sera confiée à «Hercule», mais celui-ci étant appelé aux fonctions de responsable militaire (COR) à l'état-Major du sous-secteur A, il sera remplacé, à la mi-mai, par «Mickey» ayant pour adjoints Jacques Boudy et Jean Givors. Mieux armés et bien entraînés à la guérilla les groupes vont changer de stratégie. Certes les sabotages se poursuivront, mais les maquisards passent à un autre stade de la lutte en se livrant au harcèlement direct de l'ennemi. Il en sera ainsi jusqu'à la libération du département en août 1944. «Mickey» intégrera alors le 26^e RI à Périgueux, avant d'être muté dans une compagnie de passage, le 13^e RI, avec le grade de capitaine F.F.I. Puis ce sera l'école des cadres à Brive, Magnac Laval et enfin Issoudun, d'où il sortira avec le grade d'aspirant. Démobilisé en 1945, il fondera un foyer et, la passion de la mécanique reprenant ses droits, il ouvrira au Lardin un atelier de vente et réparation de cycles profession qu'il exercera jusqu'à sa retraite. Guy Ranoux était titulaire des Croix du Combattant, du Combattant Volontaire de la Résistance, des Engagés Volontaires, et de la Médaille de Reconnaissance de la Nation.

René Delcobel est décédé à l'âge de 93 ans. Alors qu'il fait sa formation professionnelle chez les «Compagnons du devoir» (1942-1943), il tente, mais en vain, de rejoindre Londres par l'Espagne, pour échapper au STO. De retour à Bars, son village natal, il mène une vie clandestine, en contact avec les Résistants locaux, puis rejoint au mois de juin 1944 les maquisards de l'Armée secrète (l'AS) du Thenonnais, il participe aux actions menées par cette unité des FFI : harcèlement des troupes ennemies, embuscades sur la RN 89, sabotages de la voie ferrée Périgueux-Brive, afin de retarder leur acheminement vers le front de Normandie où les Alliés ont débarqué. Après la libération de la Dordogne, il est volontaire pour continuer le combat dans la nouvelle Armée française, et est finalement affecté à la mission de reconstruction du bourg de Rouffignac, incendié par la Division Brehmer les 31 mars et 2 avril 1944. La paix retrouvée, il s'installe à Rouffignac comme maréchal-ferrant, et deviendra président d'une Association départementale d'artisans en même temps qu'il s'investit dans la vie municipale. Gilles Pourquier, natif de Perouyet, commune de Lolme, est décédé dans la nuit du 6 au 7 février 2015. Parti en 1943 aux Chantiers de Jeunesse, il choisit, de retour à la vie civile, le chemin de la clandestinité. Habitant près du maquis «Carmaux», il rendit de grands services à la Résistance, notamment en fournissant de la nourriture. Le 6 juin 1944, il rejoint le groupe de Monpazier, qui deviendra le groupe «sanglier» du bataillon Roche, groupement «Marsouin». Il prit part à toutes les opérations du groupe jusqu'à la libération de la Pointe de Grave et fut démobilisé en décembre 1944. Il fut porte-drapeau du Comité ANACR de Beaumont.

Né à Pontoise (Seine-et-Oise/Val d'Oise) le 19 octobre 1924, Guy Lémonnier s'est éteint le 17 janvier 2015. A la déclaration de guerre, son père Louis et sa mère Adélaïde vinrent se fixer dans le Lot avec leurs 3 fils, Jean, Jacques et Guy. Pour ce dernier, tout alla très vite : refus d'aller travailler en Allemagne dans le cadre du STO et entrée dans la Résistance du Lot, dans les rangs FTPF. Après avoir participé à plusieurs opérations d'envergure, notamment à Figeac et à Gramat, il sera de ceux qui, sous l'uniforme

FFI, chassèrent les troupes nazies de Toulouse, fin août 1944. A ce titre, il était titulaire de plusieurs décorations, dont la dernière, le TRN, lui fut remise en mai 2010.

Né le 22 octobre 1925 à Cénac (Dordogne), Robert Lorblanchet nous a quittés le 30 janvier dernier. Tout juste âgé de 19 ans, il rejoint le groupe «Hercule» des FTPF. Il séjournera un temps au château de Giverzac, à Domme, puis à la garde de miliciens à Mauzac, avant d'être incorporé au 126^e R.I. à Brive. Il rejoindra la 1^{re} Armée française de de Lattre de Tassigny. Son unité va participer à la libération de l'Alsace et franchira le Rhin sous le feu ennemi poursuivant le combat jusqu'à la victoire. Après une période en occupation dans la Forêt Noire, il sera démobilisé en décembre 1945. Son patriotisme sera honoré de la Carte du Combattant 1939-1945 et du TRN.

Paul PETIT (Ain)

Né le 31 décembre 1914, Paul Petit s'est éteint le 14 mai dernier à plus de 100 ans. Résistant sous le nom de «Larda», il fut arrêté par la Gestapo et déporté à Dora puis Buchenwald.

André VAURIE, Georges MAGNE, Jean BOUDRIE, Henri MONJANEL (Corrèze)

Alors qu'il travaillait à la construction du barrage de l'Aigle, sur la Dordogne, André Vaurie avait pris le risque d'organiser avec des Républicains espagnols un groupe de Résistance, s'efforçant, malgré la surveillance des sentinelles allemandes, de ralentir et de perturber les travaux du barrage. Au lendemain du débarquement de Normandie, le 6 juin 1944, il participa avec une dizaine de copains à la destruction du pont métallique de la Luzège, sur la route reliant Mauriac à Tulle, grâce à de la dynamite subtilisée sur le chantier du barrage par leur réseau s'appuyant du côté corrézien de la Dordogne sur les FTP, et du côté cantalien sur l'ORA et l'AS.

Georges Magne, employé à la ferme de la famille Delfour à la Ringe de Turenne, participa dès l'âge de 17 ans, au ravitaillèrent, aux liaisons, et à la quête de renseignements dont avait besoin le maquis voisin, installé dans la forêt de Turenne à proximité de la Poterie. Arrêté plusieurs fois par les policiers à la recherche du maquis, il ne parlera jamais et réussit chaque fois à fausser compagnie aux gendarmes ou aux policiers grâce à sa bonne connaissance des lieux et à sa présence d'esprit. Ainsi une fois il bénéficia de la méprise entre gendarmes et GMR se tirant réciproquement dessus, une autre fois il profita de la nuit et de la forêt proche alors qu'il détenait des renseignements sur le Camp des Suspins. Il s'engagea dans le maquis en mai 1944, séjourna dans le Lot au camp de Barbaroux près de Strenquels, puis rejoignit Toulouse à la caserne Niel où il retrouva un de ses amis corréziens André Faure. Il fit partie du 2^e R. I. du Lot qui constitua la Brigade du Médoc. En octobre 1944, il partit avec son régiment lutter contre les Allemands retranchés à la Pointe de Grave. En avril 1945 il participa à la libération de la Pointe de Grave, qui fit plus de 350 morts du côté Français. Il rejoindra ensuite sa Corrèze natale.

Jean Boudrie, réquisitionné pour le STO, fut envoyé à la Poudrerie de Toulouse, d'où il s'évada pour rejoindre sa terre natale où il s'engagea dans la Résistance FTP et fut affecté à la compagnie 23-24 qui résidait entre Tulle et Argentat. Il participa à des affrontements avec des Allemands aux Jordes, aux combats de Murel, d'Egletons, à la libération de la Corrèze.

Henri Monjanel, disparu à l'âge de 92 ans, avait refusé d'aller combler les vides des forces d'Hitler et était entré en Résistance. Lors d'une liaison effectuée pour la Résistance, il tomba

nez à nez avec l'unité allemande qui, ayant pétré la tragédie de la Servantie, se dirigeait avec ses 14 prisonniers vers le camp «Roland», dont les occupants s'étaient heureusement repliés de l'autre côté de la Vézère. Expliquant qu'il allait à la pharmacie pour une ordonnance médicale prescrite à sa mère et que soutien, de famille, il avait été exempté de STO, il n'en subit pas moins les interrogatoires à l'Ecole Normale et à l'Hôtel Saint-Martin de Tulle et fut envoyé à Graz en Autriche ; où il sera libéré par l'Armée rouge qui le remettra aux Américains.

L'ANACR de Corrèze a aussi déploré la disparition de René VALADE, qui fit partie du groupe Lanot et qui, arrêté avec son frère au lieu dit «Chamelot», fut déporté avec lui à Dachau, de Maurice MARTY, qui fut un des nombreux employés de la manufacture d'armes de Tulle à rejoindre les Résistants du Plateau des Etangs, d'Albert LAURENT, «Ami de la Résistance», secrétaire général du comité ANACR de Bugeat de 1995 à 2010 et membre du Conseil départemental ANACR de Corrèze, qui s'est beaucoup investi dans la réalisation du livre de témoignages sur la Résistance dans le canton et dans les «Sentiers de la Résistance».

André GIRARD (Isère)

Au printemps 1943 se constitue avec l'appui de la population locale à Tréminis au lieu dit «Le Nid», un camp faisant partie du maquis «Prévost» et rassemblant des personnes venant de toutes les régions de France. Dans la même période s'installe aussi, dans une autre vallée de la commune, le «camp des protestants», constitué d'étudiants de la Faculté de théologie protestante de Montpellier et qui ont, eux aussi, bénéficié d'aide en particulier dans la communauté protestante. La famille Girard s'implique dans cette aide, en lien avec leurs cousins de Pellafol, eux-mêmes engagés dans la Résistance. En octobre 1943 tout bascule. En ce matin pluvieux, au petit jour, les colonnes allemandes (200 hommes) investissent Tréminis et attaquent les deux camps, surprenant les maquisards ; l'un d'entre eux est tué, 9 autres sont arrêtés les armes à la main. Dans le village, 7 personnes sont aussi appréhendées parmi lesquelles Alfred Girard. Plus tard dans la journée, André Girard se rendra aux Allemands afin de faire libérer son père Alfred. Les prisonniers sont ensuite transférés à la Gestapo, cours Berria à Grenoble. Le 19 novembre, c'est le transfert au camp de Compiègne... Le 19 janvier 1944, c'est le départ en train pour l'Allemagne et le camp de Buchenwald. C'est lors de ce trajet que la décision est prise de tenter de desceller le soupirail du wagon. Après une journée d'efforts, le soupirail cède : à 3 h du matin, peu après la gare de Longwy, c'est l'évasion. Très vite s'apercevant de l'évasion, le convoi stoppe et les mitrailleuses «arrosent» abondamment les abords de la voie ; 4 fuyards sont tués, d'autres sont repris. André se retrouve avec deux camarades en pleine nuit au Luxembourg. Après une nuit et une journée de marche, n'ayant rien mangé depuis le départ de Compiègne, ils rencontrent alors un agriculteur qui, malgré les risques, les hébergera. Sur son conseil, ils vont alors prendre un train pour gagner Bar-le-Duc, sans aucun papier d'identité. Après de multiples péripéties, ils arrivent à Treveray, village de la Meuse où vit la sœur de l'un d'entre eux. Quelques jours plus tard, celle-ci partira pour Grenoble avec son bébé de quelques mois afin de prendre contact avec les familles des fugitifs pour ramener faux des faux papiers d'identité et de l'argent. Le 7 février 1944, c'est le retour à Grenoble...

Je cherche des renseignements sur mon grand-père Paul DIMITRIADES qui a fait partie de la Résistance de Saint-Etienne (Loire 42) et sur ma grand-mère, Eliane BORYE.

Qui pourrait m'en donner ? D'avance, Merci.

Contacteur Guillaume DIMITRIADES
46 rue des francs bourgeois 28410 - BU
Portable : 0681652939
E-mail : guillaume_dimitriades@orange.fr

Mon oncle Donatello TOFANI, né le 17 novembre 1920 à Lyon (1^{er} arrondissement), jeune ouvrier Chapelier, domicilié au 13 rue Terraille à Lyon, s'engagea le 4 juin 1940 pour la durée de la guerre et fut affecté au dépôt d'artillerie de Nîmes ; où il sera démobilisé le 11 juillet 1940. Il participera du 1^{er} juillet 1941 au 28 décembre 1942 au groupement 43 des Chantiers de jeunesse.

Du 1^{er} août 1943 jusqu'au 30 septembre 1944, il fera partie du réseau AJAX des Forces Françaises Combattantes de Lyon.

Qui l'aurait connu ? Qui pourrait me donner des renseignements sur lui, sur le réseau AJAX de Lyon ?

D'avance Merci.

Contacteur Alain BOITARD

101 bis rue Saint-Charles.75015-PARIS
Tél. : 06 80 08 34 22

Mèl : aboitard@noos.fr

Mon père, décédé en août 1997, était titulaire de la Croix de guerre 39/45 et de la carte de Résistant (ANACR) que j'ai vue à plusieurs reprises, et qui a été égarée. Je cherche à me procurer un document attestant de son statut de résistant (il était né le 23/04/1922 à Cosne/Loire, habitait Maimbray à 45630 Beaulieu (Loiret).

Je remercie par avance pour toute aide

Contacteur Johnny MERLOT

30 rue de la gare de Reuilly. 75012-PARIS
Portable : 0608851449

E-mail : Johnny.merlot@orange.com

De Madagascar, où je profite de ma retraite, je recherche un maximum d'informations et de confirmations en vue d'effectuer une biographie de mon père, Paul DUPONT, Commissaire politique en Espagne à Albacète, Commandant FTP/FFI, membre de de l'état-major du Puy-de-Dôme, Région 6 ; et membre de l'ANACR. Qui pourrait m'en donner ? Merci, d'avance

Contacteur Alain DUPONT

Andakabe, 619. MORONDAVA
(Madagascar)

E-mail : alain.cathicia@gmail.com

Je recherche la trace de mon grand-père maternel, ancien Résistant, décédé en 1981. Je ne l'ai pas connu et ma mère ne sait pas grand chose de son action durant cette période, vu qu'il a toujours refusé d'en parler.

Toutefois, je pense l'avoir retrouvé : son nom figure dans la liste des Résistants du groupe Lyon-gare PTT, sur le site internet de l'amicale des anciens résistants du maquis de l'Azergues. Son nom est François Henri MARET mais il se faisait appeler «Francis» et c'est ce prénom que l'on retrouve sur le site. Ma mère me confirme qu'il travaillait à Lyon gare PTT et qu'il était membre du PC.

Je voudrais être sûre qu'il s'agit de mon grand-père (même s'il y a une forte présomption), et souhaite savoir ce que l'on sait de son action.

Je vous remercie par avance,

Contacteur Mme BERAUD-KAUFFMANN

Fille de Monique Maret, épouse Béraud
75, rue H. Kahn 69100-VILLEURBANNE
Tél port. : 06 61 14 34 63

E-mail : nadege.beraud@orange.fr

Etudiant la guerre aérienne dans l'Indre de 1939 à 1945 à savoir bombardements aériens (Châteauroux, Dols, Issoudun, etc.), mitraillages, chutes d'avions de toutes nationalités, parachutages, réceptions d'agents par les maquis, réseaux d'évasion d'aviateurs alliés dans ce département mais aussi les attaques de l'aviation allemande (Luftwaffe) contre les maquis en 1944 dans toute la France, entre autres dans l'Indre, le Cher (Berry).

Je recherche : témoins, informations, archives, références, photos etc... sur ces thèmes.

Contacteur Philippe CANONNE

1 rue Balzac, 37700- Ville-aux-Dames

Tél : 02 47 44 75 78

E-mail : canonne.phil@wanadoo.fr

J'ai reconstitué le parcours résistant de mon père, Roger BARRIER, né le 27/12/1923 et trouvé une photo de lui au Congrès National de l'ANACR, prise à Lyon en 1980 (15 au 17 mai). Je souhaiterais approfondir mes connaissances sur ce que fut son action résistante. Qui pourrait me donner des renseignements ? Où trouver des archives ?

Contacteur Bernadette BARRIER

22, allée des Cyprès 87280-LIMOGES

Tél : 05 55 77 90 41. Port : 06 28 27 28 17

E-mail : b.barrier@free.fr

Afin de compléter mes recherches sur les Résistants et Déportés de Château-Renault et son canton, où puis-je trouver la liste des Résistants, médaillés pour leurs actions durant la Deuxième Guerre Mondiale.

Je cherche notamment des informations sur Elisabeth DE ROCHAS D'AIGLUN (née DORRON, le 19 /09/1899 à Villedomer (37)

Michel DORRON (son frère, mort à Neuengamme), Né le 24 janvier 1907 à Tours MASSUARD, né le 7 septembre 1908 à Château-Renault (Officier de la Légion d'Honneur, médaillé Militaire, Médaillé de la Résistance Française).

Contacteur Emmanuelle BATAILLE

24 rue de Bel Air

37110 CHATEAU-RENAULT

E-mail : emmanuelle.bataille@orange.fr

Je suis à la recherche d'informations sur mon grand-père qui fut membre des FTPF de Toulouse, puis d'un maquis vers Saint-Gaudens. Enfin, il participa de 1945 à 1947 à l'occupation en Allemagne.

Vers quel organisme dois-je me tourner pour reconstituer son passé ?

Contacteur Fabien GONTIE

50 rue Louis-Aragon. 33700-MERIGNAC

Tél : 33 05 56 34 81 24

E-mail : fabien.gontie@free.fr

J'ai entrepris de réaliser une chronique de ma famille destinée à mon fils et à mes descendants.

Sur la tombe de mon grand-père Gilbert BONNART, enterré dans son village de Thourotte il y a une plaque commémorative apposée par "ses camarades de combat" : je ne sais ce dont il s'agit. Mon grand-père, né en 1910, était trop jeune pour 1914-1918. Je suis sûre que cela a un rapport avec la dernière guerre. D'après ce que j'en sais, mon grand-père travaillait chez Dassault à cette époque et habitait Suresnes. La plaque est de l'ADAC si je me souviens bien Comment puis-je obtenir des informations ? Je vous remercie de votre réponse.

Contacteur Catherine DESCHAMPS-DRAIN

70 rue Victor Hugo

94700-MAISONS ALFORT

Tél : 01 43 96 56 67. Port : 06 06 66 79 70

E-mail : descath@hotmail.fr

Mon grand-père était résistant dans le maquis de notre village. Nous voudrions avec ma commune faire plaque et stèle au lieu de leur refuge en souvenir de tous ses maquisards qui on risqué leur vie pour leur France. Je voudrais savoir comment rentrer en contact avec les organisme de mon département.

Contacteur Damien BEAUMONT

92 chemin du Jas

84110-FAUCON

Tel Port : 06 83 94 45 97

E-mail : Faucon.dore@free.fr

Qui pourrait me donner des renseignements sur Jean Francisque HESSE, ancien résistant, à qui l'A.N.A.C.R. a dédié une plaque dans le cimetière de Mailly-le-Château dans l'Yonne ? Merci.

Robert MERRILLEES

E-mail : phmrsm@free.fr

Je m'appelle Valentin Camelin, petit-fils de Jules Herman CAMELIN né le 4 juillet 1922 à Tancua, dans le Jura et ancien résistant du Haut-Jura.

Je suis à la recherche de documents ou informations pour connaître son histoire. Il m'est très difficile d'avoir accès aux quelques souvenirs et écrits qu'il a laissés derrière lui.

Sur sa tombe, il y a une plaque de l'ANACR et je me souviens que mon grand-père avait envoyé des documents afin d'être reconnu comme étant résistant. Est-il possible d'obtenir une copie de ces documents.

Je m'intéresse également à son groupe de Résistance nommé "Carrel", basé à Mores ou Morbier, dans le Jura...

Contacteur Valentin CAMELIN

Tél : 06 35 39 55 72

Mon grand-père maternel a été membre des F.F.I. et, en rangeant les papiers de ma mère, j'ai retrouvé des cartes attestant sa qualité de résistant. Je voudrais en savoir plus sur son action dans la Résistance.

Joëlle BASILETTI

E-mail : joelle.basiletti@hotmail.com

2 rue du Doubs. 39100-GEVRY

LES FUSILLES (1940-1944)

Dictionnaire biographique publié sous la direction de Claude Pennetier



L'ouvrage, avec ses 1950 pages, est monumental. Monumental, il l'est de par le travail effectué sous la direction de Claude PENNETIER, Jean-Pierre BESSE, Thomas POUTY et Delphine LENEVEU, par plus de 110 auteurs répartis à travers la France qui ont dépouillé les archives et interrogé les mémoires, monumental il l'est aussi au sens littéral du terme en étant de fait un monument élevé à la mémoire des 4 425 fusillés (et guillotins) après condamnations par les tribunaux allemands ou pétainistes, dont la biographie est ici retracée.

Les auteurs précisent qu'hélas ce chiffre n'est sans doute pas exhaustif, qu'il ne prend pas en compte les fusillés sans jugement, les exécutions sommaires, les massacrés, auxquels il faut joindre, pour mesurer l'ampleur de la répression nazie, les dizaines de milliers de Résistants morts en déportation.

Les Fusillés, 1940-1944. Editions de l'Atelier, Paris mai 2015, 30€.

EDITION DU 70^E ANNIVERSAIRE



JEAN MOULIN - LA REUNION DU 27 MAI - LES MEMBRES DU CNR - SES STRUCTURES - LA GENESE DU PROGRAMME DU CNR - LE TEXTE DU PROGRAMME - SA MISE EN ŒUVRE - LA MEMOIRE ET LES VALEURS (48 PAGES)

L'EXEMPLAIRE : 6 €. PAR 50 : L'UNITE 5 € ; PAR 100 : L'UNITE : 4 € ; PAR 200 ET PLUS : L'UNITE 4 €. (PORT EN SUS)

A L'ANACR : 79 RUE SAINT-BLAISE, 75020-PARIS

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE, DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères
pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€
Par 50 : 2,5€ l'exemplaire
Par 100 : 2€ l'exemplaire
à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Louis CORTOT

REDACTION - ADMINISTRATION
79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
Tél. : 01 44 64 90 08 - LCL : 5236 S
e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS

France.....	13 €
Etranger.....	15 €
Abonnement de soutien.....	25 €
Le numéro.....	3,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD
Le gérant : Jean-Paul RIFFAULT
Commission paritaire des Publications et Agences de Presse - N° 0514 A 06405

Imprimerie Multi Incofoto
3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
Tél. : 01.40.03.96.60



LES COMPORTEMENTS COLLECTIFS EN FRANCE ET DANS L'EUROPE ALLEMANDE (Historiographie, normes, prismes 1940-1945)

Cet ouvrage est la publication des travaux d'un colloque international rassemblant du 25 au 27 septembre 2012 à Besançon vingt-quatre historiens, tant français qu'étrangers (allemand, américain, belge, britannique, israélien, polonais).

Parmi la quinzaine de riches contributions, suivies d'utiles tables rondes les complétant ou les modulant, on distinguera les communications de Claire ANDRIEU sur « Les comportements des civils face aux aviateurs tombés en France, en Angleterre et en Allemagne » et celle de Jacques SEMELIN : « Dans quelle mesure les comportements de la population permettent-ils d'expliquer que les trois quarts de juifs en France aient échappé à la déportation ? »

Publié aux Presses Universitaires de Rennes, avril 2015. 307 pages, 22€.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au Journal de la Résistance (4 n^{os} par an, 13 €)

Nom : Prénom :

Adresse :

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 13 € à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS